

# Un Québec sans enfants?

Aider les familles québécoises à avoir le nombre d'enfants qu'elles désirent

Étienne-Alexandre Beauregard

Mai 2026

Rapport de recherche

**CARDUS**



### Style de citation du rapport

Beauregard, Étienne-Alexandre. Un Québec sans enfants? : Aider les familles québécoises à avoir le nombre d'enfants qu'elles désirent. Cardus, 2026. <https://www.cardus.ca/research/family/reports/un-quebec-sans-enfants>.

---



Cardus est un institut de recherche non partisan voué à clarifier et à fortifier, par la recherche et le dialogue, les façons dont les institutions de la société peuvent collaborer en vue du bien commun.

cardus.ca

X@cardusca

Head Office: 1 Balfour Drive, Hamilton, ON L9C 7A5

info@cardus.ca

© Cardus, 2026. Ce travail est sous licence Commons Attribution - Utilisation non commerciale - Pas d'œuvre dérivée 4.0 International.

## À propos de l'auteur



**ÉTIENNE-ALEXANDRE BEAUREGARD** est chercheur chez Cardus. Originaire de la ville de Québec, il est titulaire d'un baccalauréat en philosophie politique et complète une maîtrise en administration publique. Avant de rejoindre Cardus, il travaillait comme rédacteur et conseiller à la planification stratégique au cabinet du premier ministre du Québec. Il est également l'auteur de trois livres de pensée politique, et ses écrits ont notamment été publiés dans *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Journal de Montréal* et *Le Figaro*.

## À propos de Cardus familles

Le programme Cardus Familles mène, compile et diffuse des recherches sur la stabilité des familles et la vitalité du mariage, ainsi que sur leur contribution au renforcement de la société civile. Nous faisons la promotion de politiques publiques et d'institutions qui offrent aux familles la flexibilité nécessaire pour prendre les meilleures décisions pour leurs enfants.

## Grandes lignes

- En 2024, l'indice synthétique de fécondité du Québec a atteint un creux historique, à 1,33 enfants par femme. Ce phénomène reflète une tendance à long terme dans les pays développés.
- La dénatalité a des conséquences collectives, notamment sur les finances publiques, la croissance économique, la place du français au Québec et le poids du Québec dans le Canada. Selon notre sondage Léger, plus de 55 % des Québécois anticipent que la chute des naissances aura des retombées négatives dans ces différents domaines.
- Les données montrent que les jeunes Québécoises et Québécois désirent encore des enfants. Les femmes, en particulier, désirent en majorité plus de deux enfants, et veulent avoir leur premier enfant avant 30 ans. Pourtant, le taux de fécondité est inférieur à 2 enfants par femme depuis plusieurs décennies, et l'âge moyen à la première maternité a dépassé 30 ans en 2024.
- Plusieurs obstacles empêchent les familles de réaliser leur projet familial, dont l'incertitude économique et le coût de la vie, le retard des étapes préalables à la parentalité chez les jeunes et la conciliation travail-famille. Dans ce contexte, l'État a la responsabilité de lever les barrières qui empêchent les familles d'avoir le nombre d'enfants qu'elles désirent réellement.
- Les études sur les effets des politiques pro-famille montrent qu'elles ont un impact mesurable sur la natalité, en permettant aux familles d'avoir des enfants plus rapidement et en plus grand nombre. L'allocation à la naissance du gouvernement Bourassa, puis le Régime québécois d'assurance parentale, ont historiquement permis au Québec de refermer l'écart négatif avec le reste du Canada en matière de fécondité.
- Bien qu'aucun pays développé ne soit parvenu à revenir au seuil de remplacement avec des politiques familiales, il existe une grande différence entre une fécondité à 1,73 enfants par femmes, comme c'était le cas au Québec en 2008-2009, et 1,33, qui constitue un déclin drastique. Les politiques pro-famille peuvent aider à retrouver cet équilibre.

## Table des matières

Grandes lignes .....	4
Introduction .....	6
Un creux historique de la fécondité au Québec .....	7
Les conséquences fiscales et culturelles de la dénatalité au Québec .....	11
La majorité des Québécois anticipe des effets négatifs à la dénatalité. ....	15
Les familles québécoises ont moins d'enfants qu'elles ne le souhaitent .....	18
Les principales barrières à la réalisation du projet familial .....	21
L'incertitude économique et le coût de la vie .....	21
Les étapes préalables à la parentalité arrivent plus tard .....	23
Équilibrer le travail et la vie de famille .....	25
Investir dans des politiques pro-famille, est-ce que ça fonctionne? .....	27
Les politiques pro-famille aident à avoir des enfants plus tôt. ....	28
Les politiques pro-famille aident la fertilité totale. ....	30
Les politiques pro-famille peuvent-elles ramener le Québec au seuil de remplacement? .....	32
Conclusion .....	34
Références .....	35

## Introduction

Pour la première fois en 2024, le Québec a connu plus de décès que de naissances. Le déclin de la natalité constitue une tendance lourde à l'échelle mondiale, particulièrement dans les pays développés, et il engendre des conséquences collectives qui en font un problème public urgent. Une société vieillissante doit typiquement composer avec une croissance économique inférieure, et les finances publiques sont mises à mal lorsqu'on retrouve de moins en moins de contribuables pour payer les services publics destinés aux personnes âgées. Dans le cas particulier du Québec, la dénatalité pose également des questions quant à l'avenir de la langue française, ainsi qu'à son poids politique au sein du Canada.

L'hiver démographique ne provient pas d'un désir d'enfant en panne. Des sondages du ministère de la Famille du Québec et de l'Institut Cardus démontrent que les femmes, même plus que les hommes, souhaitent toujours plus de deux enfants, alors que la fécondité québécoise se situe en dessous de deux depuis 1971. À l'aide de la littérature, nous démontrons que plusieurs facteurs exogènes sont en cause, dont l'incertitude économique et le coût de la vie, le retard des étapes préalables à la parentalité chez les jeunes, et la conciliation travail-famille. Il existe donc un écart grandissant entre le désir d'enfant des familles québécoises et ce qu'elles parviennent à réaliser dans les faits, ce qui devrait nous inquiéter du point de vue de la liberté individuelle et de l'épanouissement humain.

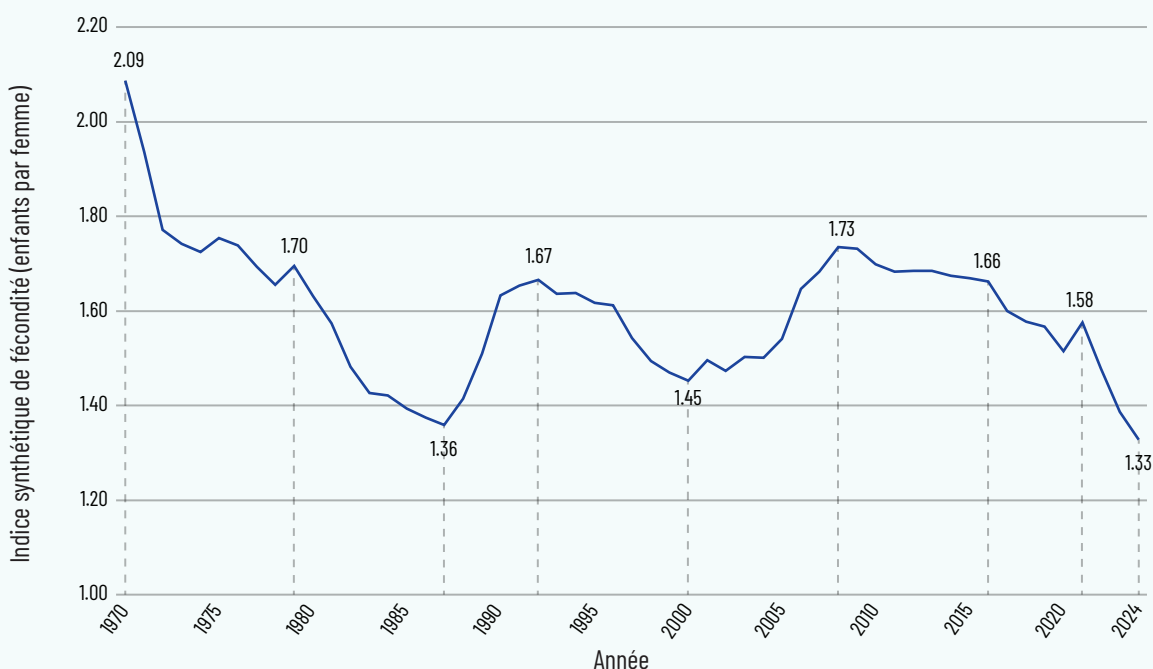
La recherche démontre également que les politiques pro-famille, si elles sont bien ciblées, ont des retombées concrètes sur la fécondité, en permettant aux parents d'avoir des enfants plus tôt et en plus grand nombre. Ce rapport est le premier d'une série sur la natalité au Québec, qui vise à faire la lumière sur l'étendue du problème, mais aussi à proposer des solutions pour permettre aux familles québécoises d'avoir le nombre d'enfants qu'elles désirent.

## Un creux historique de la fécondité au Québec

L'indice synthétique de fécondité du Québec a atteint 1,33 en 2024, son taux le plus faible de l'histoire, alors que le précédent plancher avait été enregistré en 1987, à 1,36. Rappelons qu'il est généralement estimé qu'un indice synthétique de fécondité de 2,10 enfants par femme est nécessaire pour qu'une population donnée se maintienne dans le temps.

Cette donnée s'inscrit dans une tendance plus large de chute de la natalité, qui dure depuis une quinzaine d'années, alors que la fertilité québécoise avait remonté de manière impressionnante à partir de 1988, pour atteindre 1,73 en 2008-2009 (voir figure 1). Des politiques familiales comme l'allocation à la naissance, les centres de la petite enfance et le régime québécois d'assurance parentale sont souvent citées comme des facteurs importants qui ont permis cette remontée<sup>1</sup>.

Figure 1. Indice synthétique de fécondité, Québec, 1970-2024



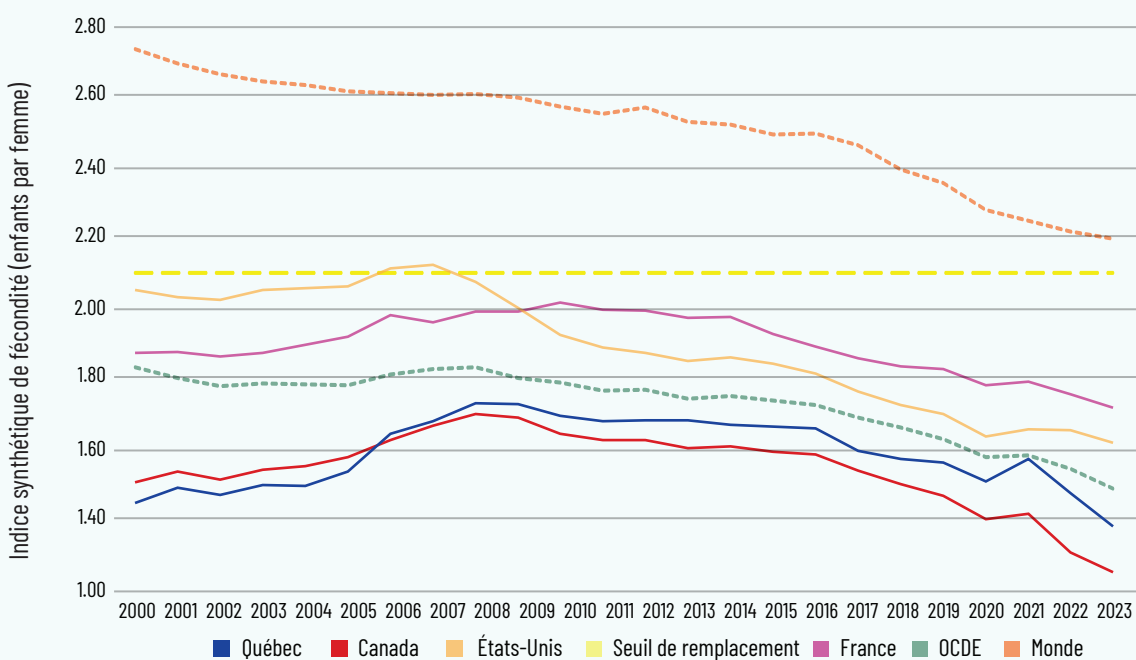
Source: Institut de la statistique du Québec, *Taux de fécondité selon le groupe d'âge de la mère, indice synthétique de fécondité et âge moyen à la maternité, Québec, 1951-2024*, données mises à jour le 17 septembre 2025.

1 Milligan, « Quebec's Baby Bonus ».

Le Québec est loin d'être isolé dans cette situation. La chute de la natalité est une réalité mondiale, alors que l'indice synthétique de fécondité à l'échelle planétaire est passé de 2,73 à 2,20 enfants par femme entre 2000 et 2023 (voir figure 2). Ce chiffre cache qu'en dehors des pays en voie de développement, la fécondité est presque universellement sous le seuil de remplacement, avec une moyenne de 1,49 enfant par femme en 2023 dans les pays de l'OCDE. Même l'Afrique de l'Ouest et centrale, qui demeure la région du monde avec la plus haute fécondité, a chuté de 6,02 à 4,50 enfants par femme entre 2000 et 2023<sup>2</sup>.

Si plusieurs ont prédit par le passé que la population mondiale croîtrait jusqu'à engendrer une pénurie de ressources sur Terre, à l'image de *La Bombe P* du professeur Paul Ehrlich<sup>3</sup>, c'est plutôt l'inverse qui semble se concrétiser, à l'image de la « planète vide » anticipée par Darrell Bricker et John Ibbitson<sup>4</sup>.

**Figure 2. Indice synthétique de fécondité, perspective internationale, 2000-2023**



Sources: Banque mondiale, *Taux de fertilité, total (naissances par femme)*; Institut de la statistique du Québec, *Taux de fécondité selon le groupe d'âge de la mère, indice synthétique de fécondité et âge moyen à la maternité, Québec, 1951-2024*, données mises à jour le 17 septembre 2025.

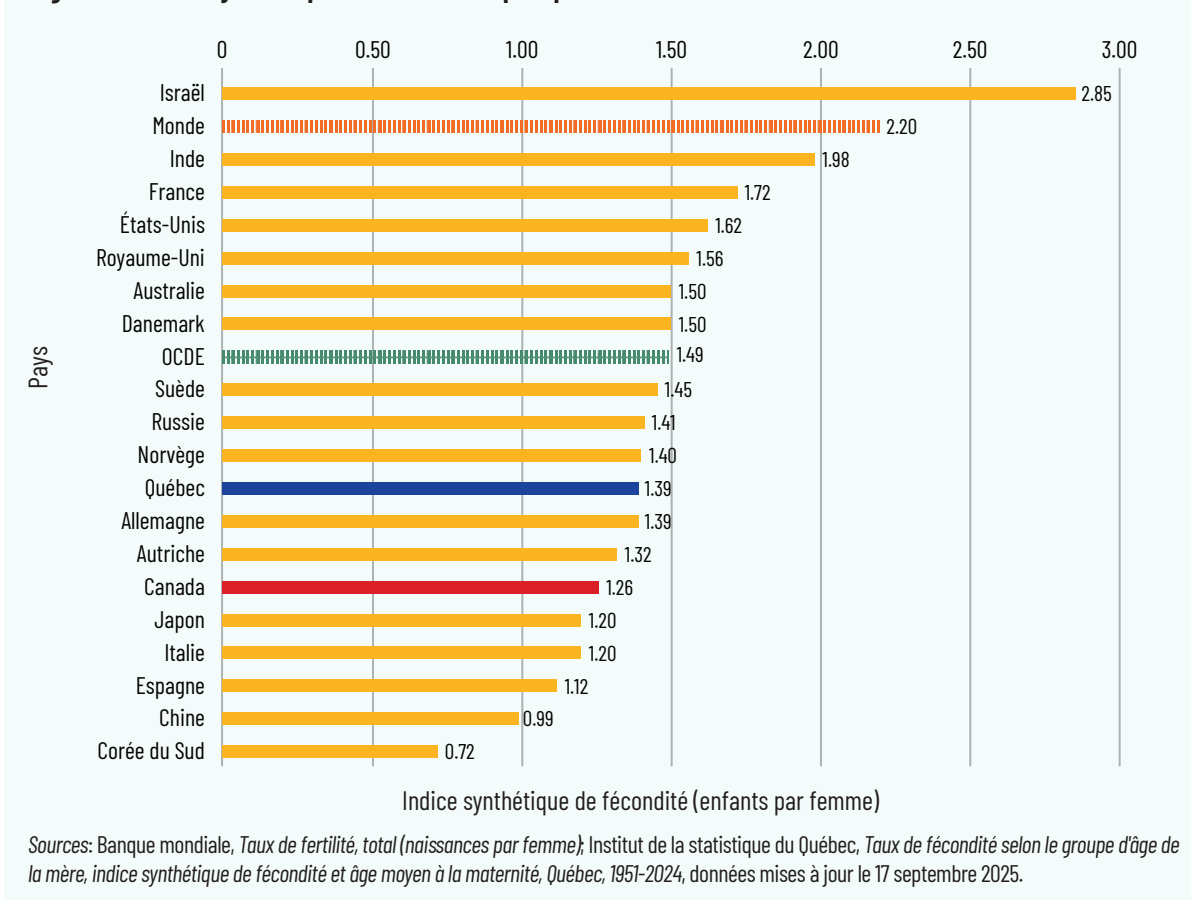
2 Banque mondiale, « Taux de fertilité ».

3 Ehrlich, *La Bombe P*.

4 Bricker et Ibbitson, *Empty Planet*.

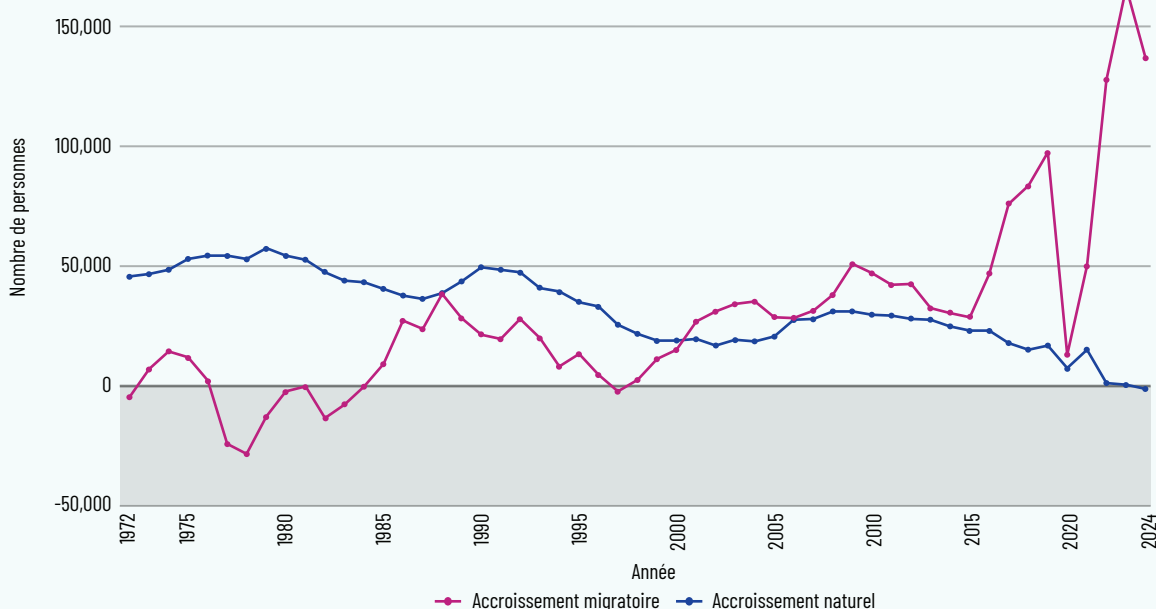
À l'échelle internationale, la situation québécoise est comparable à celle d'autres pays développés, dont bon nombre sont passés sous la barre de 1,50 enfant par femme (voir figure 3). Si les pays les plus développés d'Asie (Chine, Corée du Sud, Japon) sont généralement ceux où les femmes ont le moins d'enfants, les pays d'Europe du Sud comme l'Italie et l'Espagne approchent également du seuil d'un seul enfant par femme. Le Québec, à l'instar de nombreux pays européens, comme l'Autriche, l'Allemagne ou la Norvège, avoisine les 1,30 enfants par femme. Notons que le Québec conserve un taux de fertilité plus élevé que le Canada dans son ensemble, qui a chuté sous le seuil de 1,30. Quelques pays occidentaux, comme la France, les États-Unis, l'Australie et le Danemark, se maintiennent à 1,50 enfant par femme ou plus, mais ils sont en voie de devenir l'exception plus que la norme. Israël, à 2,85 enfants par femme en 2023, fait figure d'anomalie en tant que pays qui a su conjuguer un haut niveau de développement et une natalité toujours bien au-delà du seuil de remplacement.

**Figure 3. Indice synthétique de fécondité, perspective internationale, 2023**



Quand on observe de plus près le cas québécois, on constate que l'accroissement naturel, soit la croissance de la population par les naissances moins les décès, y est en panne. S'il est en chute depuis des années, 2024 a marqué un point tournant alors que, pour la première fois de mémoire récente, il y a eu 1400 décès de plus qu'il n'y a eu de naissances dans l'année. Depuis 2001, la majorité de la croissance de la population québécoise chaque année provient de l'immigration, avec une augmentation rapide à partir de 2017 (voir figure 4).

**Figure 4. Accroissement naturel et migratoire, Québec, 1972-2024**



Source: Institut de la statistique du Québec, *Population et composantes de l'accroissement démographique, par année, Québec, 1972-2025*, données mises à jour le 26 janvier 2026.

Si le recours à l'accroissement migratoire peut pallier modérément une chute de l'accroissement naturel, il ne saurait complètement la remplacer dans une société. D'abord, l'âge moyen d'un immigrant permanent au Québec se situe à 29 ans en 2024-2025<sup>5</sup>, ce qui n'a qu'un impact marginal sur le vieillissement de la population. Ensuite, le portrait de l'immigration au Québec, particulièrement l'immigration non permanente, affiche un fort écart entre les sexes : en 2024, on comptait 142 hommes pour 100 femmes parmi les immigrants non permanents<sup>6</sup>. Si l'immigration peut pallier des besoins ponctuels et ciblés, elle ne peut pas suppléer aux naissances. Au Québec comme ailleurs, ce modèle n'est pas soutenable à terme, et une natalité en panne engendre des conséquences collectives.

5 Institut de la statistique du Québec, *Immigrants selon le groupe d'âge et le genre*.

6 Institut de la statistique du Québec, *Le bilan démographique du Québec*, p. 82.

## Les conséquences fiscales et culturelles de la dénatalité au Québec

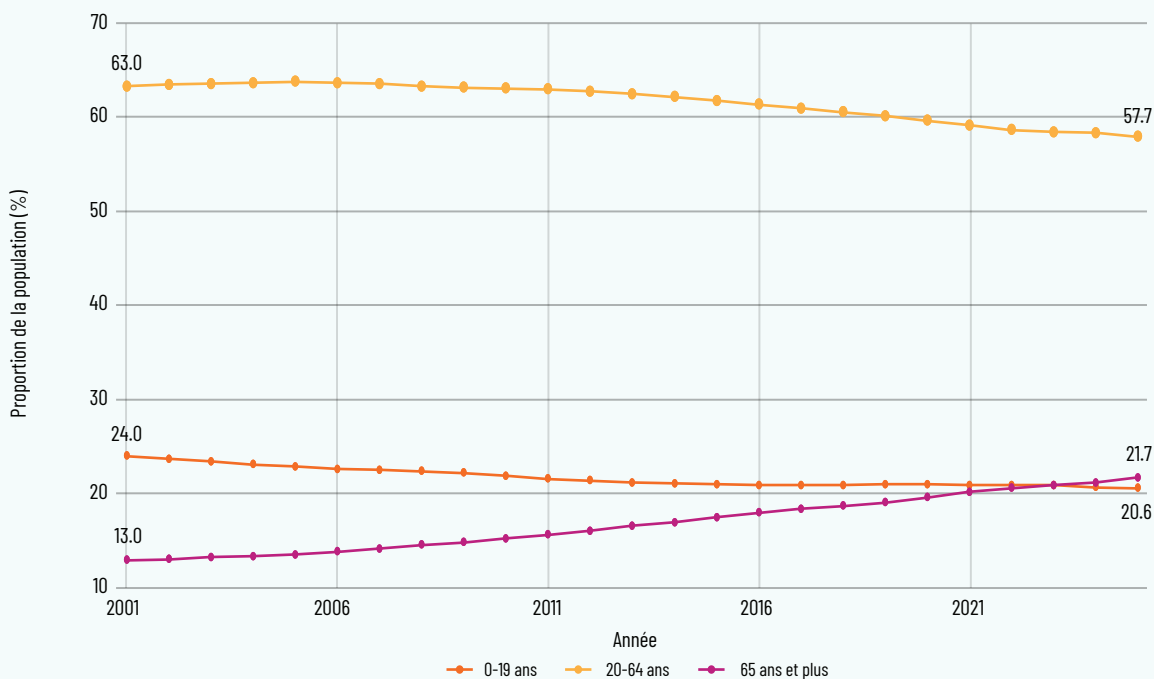
Avoir un enfant ou non est un choix personnel qui appartient uniquement aux personnes concernées. Aujourd'hui comme hier, « l'État n'a rien à faire dans les chambres à coucher de la nation », comme le disait en son temps Pierre Elliott Trudeau. Cependant, une chute accélérée des naissances comme celle que vit présentement le Québec a des retombées sur l'ensemble de la société, notamment sur le plan fiscal et culturel, ce qui en fait un problème public.

Il est largement admis que le vieillissement de la population a des conséquences fiscales importantes dans un État-providence, alors que le financement de nombreux programmes sociaux, dont les régimes de retraite et le système de santé, repose sur les cotisations d'un grand nombre de travailleurs pour compenser les dépenses engendrées par les retraités. Lorsque les retraités augmentent proportionnellement aux actifs, les finances publiques sont mises sous pression parce qu'il y a plus de bénéficiaires et moins de cotisants. Ajoutons également que des sociétés vieillissantes connaissent une baisse de leur productivité en raison d'une baisse du capital humain disponible dans l'économie et d'une plus grande part des ressources consacrées aux aînés<sup>7</sup>.

En raison d'un baby-boom plus prononcé qu'ailleurs au milieu du siècle dernier, et d'une chute de la fertilité importante depuis, le Québec figure désormais parmi les nations les plus vieillissantes du monde. Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la population active (20-64 ans) est en chute constante, passant de 63,0 % en 2001 à 57,7 % en 2025. Il en va de même pour les jeunes de 0-19 ans, qui sont passés de près du quart de la population en 2001 (24,0 %) à un cinquième (20,6 %) en 2025. Quant aux 65 ans et plus, leur nombre croît de manière rapide. Alors qu'ils ne représentaient que 13,0 % des Québécois en 2001, ils sont devenus plus nombreux que les 0-19 ans à partir de 2024 (voir figure 5).

7 Emerson, Knabb et Sirbu, « Does the old-age dependency ratio », p. 1056.

**Figure 5. Estimations de la population selon le groupe d'âge, 2001-2025**

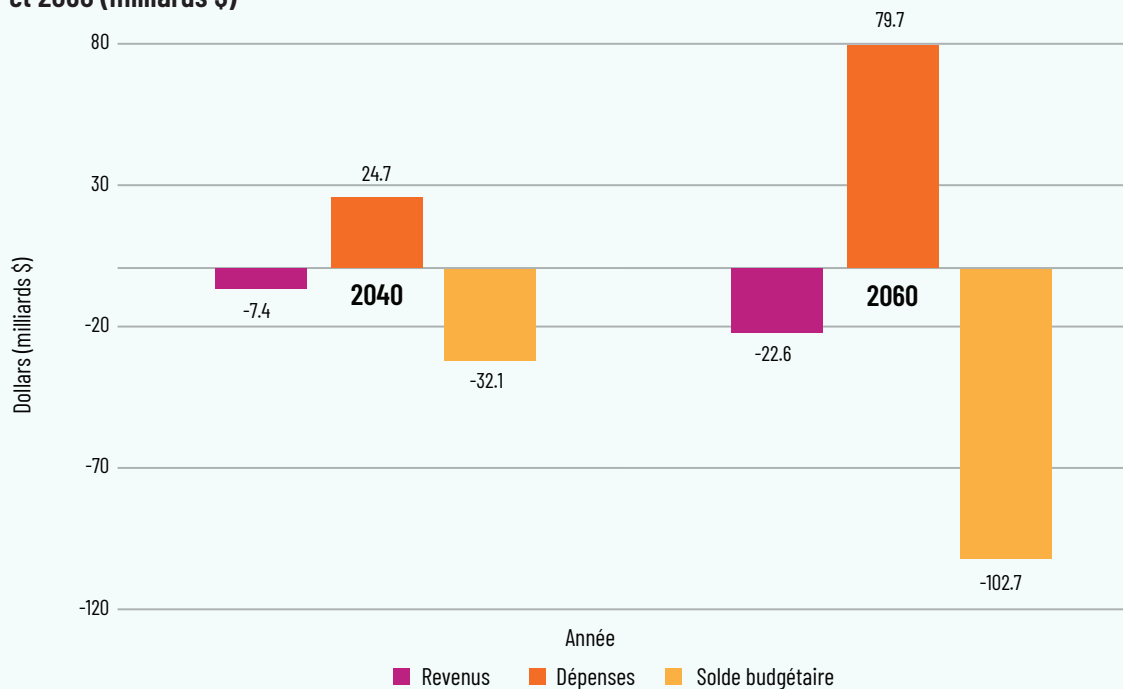


Source: Institut de la statistique du Québec, *Estimations de la population selon le groupe d'âge, Canada et provinces, 1<sup>er</sup> juillet 2001 à 2025, données mises à jour le 24 septembre 2025.*

Une étude de la Chaire de recherche sur les enjeux économiques intergénérationnels a récemment quantifié les conséquences de ce vieillissement accéléré sur les finances publiques du Québec. La baisse du nombre de contribuables entraîne ainsi un manque à gagner de 7,4 milliards de dollars dans les revenus de l'État québécois en 2040, puis de 22,6 milliards de dollars en 2060. La hausse de la demande pour les services engendre toutefois des dépenses encore plus importantes, estimées à 24,7 milliards de dollars en 2040 et 79,7 milliards de dollars en 2060. Il est donc question d'un trou dans le budget du Québec de 32,7 milliards de dollars en 2040 et de 102,7 milliards de dollars en 2060, qui ferait substantiellement augmenter la dette du Québec, d'environ 165 points de pourcentage par rapport à un scénario sans vieillissement de la population<sup>8</sup>. Ce bouleversement majeur aura donc des contrecoûts économiques pour l'ensemble des Québécois.

8 Clavet, Michaud et Navaux, « Vieillissement de la population », p. 3-4.

**Figure 6. Effet estimé du vieillissement de la population sur les finances publiques du Québec, 2040 et 2060 (milliards \$)**



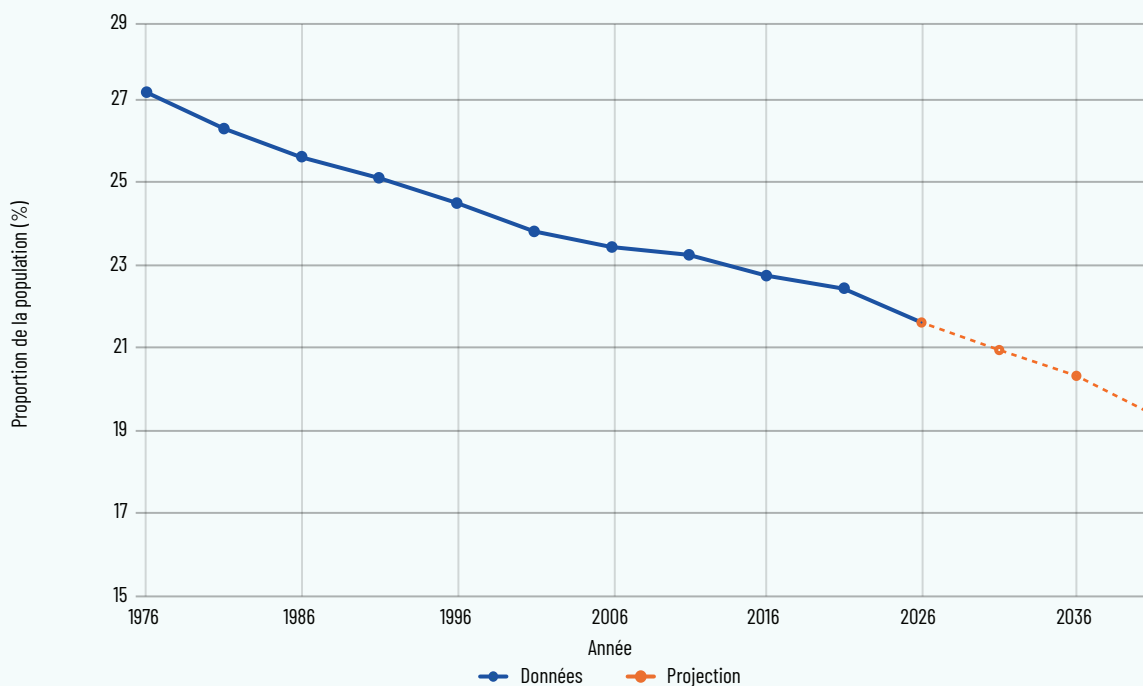
Source: N.-J. Clavet, P.-C. Michaud et J. Navaux, « Vieillesse de la population et finances publiques », Chaire de recherche sur les enjeux économiques intergénérationnels, 2021.

Les tendances démographiques actuelles fragilisent également le rayonnement culturel du Québec, dont le poids politique diminue constamment au sein du Canada depuis cinquante ans. Alors que le Québec composait plus de 27,30 % du pays en 1976, Statistique Canada estime qu'il n'en représentera que 19,39 % en 2041<sup>9</sup>. La dénatalité et le fait que la totalité de la croissance de la population provienne désormais de l'immigration altèrent également la situation linguistique au sein même du Québec. Dans les circonstances actuelles, Statistique Canada et le démographe Marc Termote arrivent à la conclusion que « peu importe les hypothèses, le poids démographique de la population francophone va diminuer » dans les décennies à venir<sup>10</sup>.

9 Statistique Canada, *Projections démographiques pour le Canada*.

10 Québec, Office québécois de la langue française, *Rapport sur l'évolution*, p. 41.

Figure 7. Poids démographique du Québec dans le Canada, données et projection, 1976-2041



Sources: Institut de la statistique du Québec, *Le bilan démographique du Québec édition 2025*, 2025; Statistique Canada, *Projections démographiques pour le Canada (2025 à 2075), les provinces et les territoires (2025 à 2050)*, 2026.

Note: Nous avons utilisé les scénarios moyens présentés dans les projections démographiques pour le Québec et le Canada.

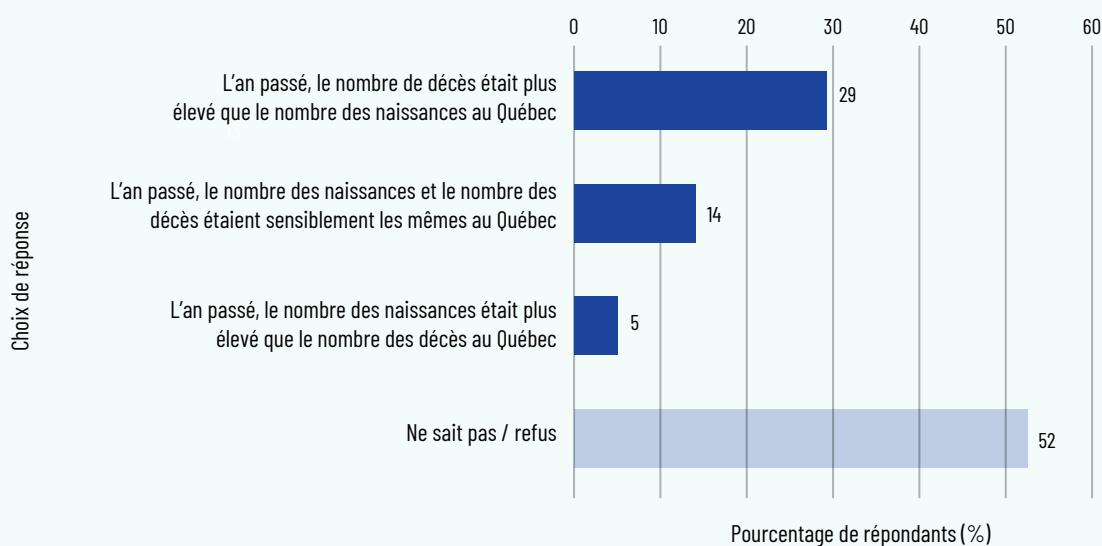
On constate donc qu'à l'échelle collective, le vieillissement de la population produit par la dénatalité risque de fragiliser à la fois les finances publiques et la situation de la langue française au Québec. On peut donc affirmer qu'il s'agit d'un enjeu d'intérêt public, dans la mesure où il aura des conséquences sur l'ensemble des Québécois. Le politique ne peut donc pas se permettre de rester indifférent face à un phénomène structurel qui pose d'aussi grands défis à la nation québécoise.

## La majorité des Québécois anticipe des effets négatifs à la dénatalité

Avec l'aide de la firme de sondage Léger, nous avons sondé les Québécois sur leur connaissance de la situation démographique actuelle, ainsi que leurs préoccupations à cet effet pour l'avenir du Québec. Léger a donc réalisé un sondage Web auprès de 1061 répondants domiciliés au Québec, âgés de 18 ans et plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais. Les données ont été collectées du 6 au 9 février 2026, et les données ont été pondérées selon l'âge, le genre, la région, la langue maternelle, le niveau de scolarité et la présence d'enfants dans le ménage afin de garantir un échantillon représentatif de la population québécoise. L'échantillon dispose d'une marge d'erreur présumée de  $\pm 3,01\%$ , 19 fois sur 20.

Premièrement, nous avons voulu savoir à quel point les Québécois sont au courant de la crise de la natalité. Pour ce faire, nous avons proposé trois scénarios aux répondants, en leur demandant si, l'année précédente, le Québec avait connu plus de naissances que de décès, autant de naissances que de décès ou plus de décès que de naissances. Seulement 29 % des sondés ont répondu correctement à la question, alors que 52 % ont indiqué qu'ils ne savaient pas ou ont refusé de répondre. Cela indique que la connaissance de la problématique est relativement peu élevée dans la population. Cependant, très peu de répondants (5 %) pensent qu'il y a plus de naissances que de décès au Québec.

Figure 8. Selon vous, lequel des énoncés suivants représente le mieux la situation du Québec?, 2026



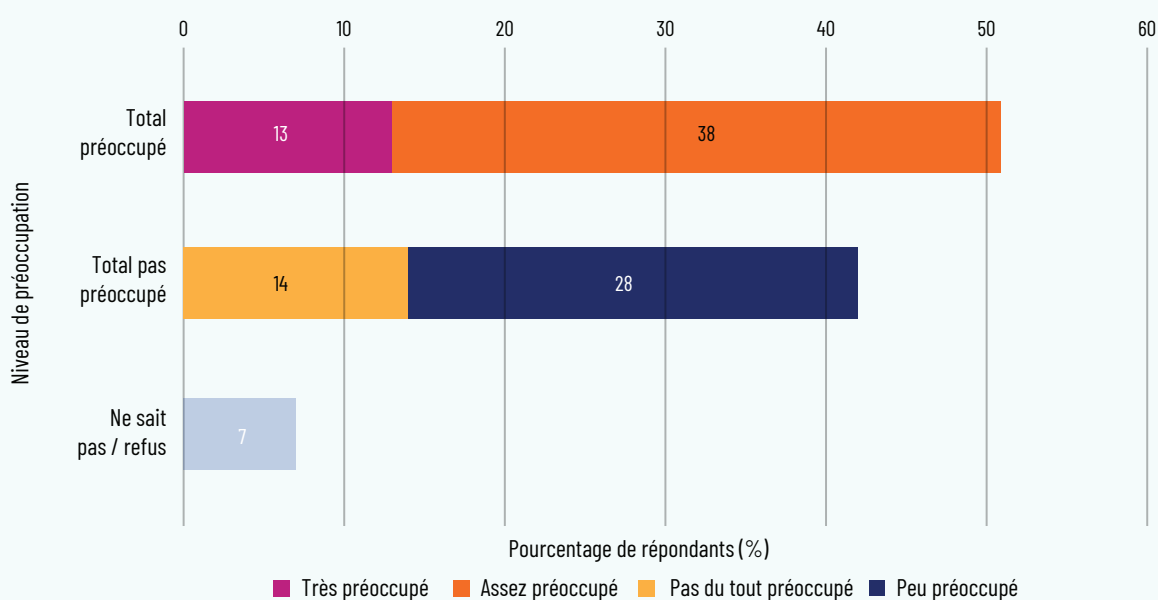
Source: Sondage Léger pour Cardus, 10 février 2026.

Notes: 1. Sondage Web réalisé auprès de 1061 répondants domiciliés au Québec, âgés de 18 ans et plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais.

2. Données collectées du 6 au 9 février 2026, et pondérées selon l'âge, le genre, la région, la langue maternelle, le niveau de scolarité et la présence d'enfants dans le ménage afin de garantir un échantillon représentatif de la population québécoise. 3. Marge d'erreur de  $\pm 3,01\%$ , 19 fois sur 20.

Deuxièmement, nous avons informé les répondants qu'en 2024, le Québec avait connu un solde naturel négatif avec plus de décès que de naissances, puis nous leur avons demandé leur degré de préoccupation par rapport à cette réalité. La population est assez divisée à ce sujet : 50 % se disent assez ou très préoccupés par rapport à la baisse de la fécondité, alors que 42 % se disent peu ou pas préoccupés par ce phénomène. Les répondants préoccupés par la dénatalité sont disproportionnellement ceux qui ont une éducation universitaire (57 %), qui sont âgés de 55 ans et plus (57 %) et qui ne sont plus dans la population active (56 %). Il n'y a aucun écart important entre ceux qui sont parents et ceux qui ne le sont pas dans le degré de préoccupation.

**Figure 9. En 2024, le Québec a connu un solde naturel négatif avec plus de décès que de naissances. À quel point cette situation vous préoccupe-t-elle pour l'avenir du Québec?, 2026**

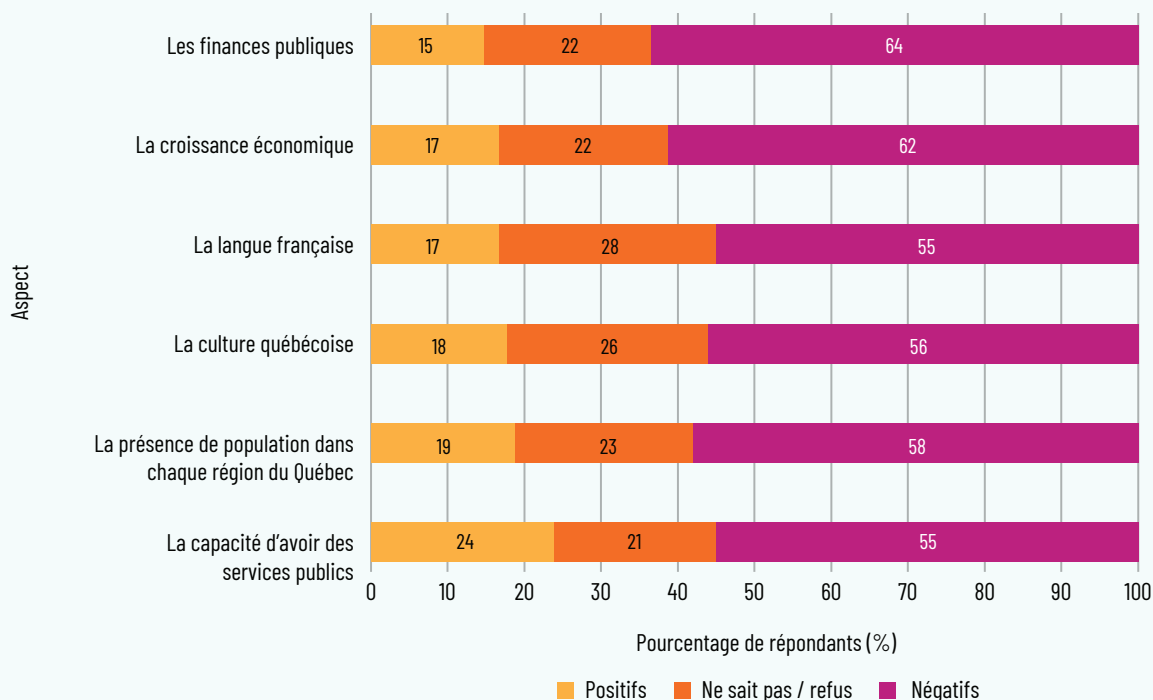


Source: Sondage Léger pour Cardus, 10 février 2026.

Notes: 1. Sondage Web réalisé auprès de 1061 répondants domiciliés au Québec, âgés de 18 ans et plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais. 2. Données collectées du 6 au 9 février 2026, et pondérées selon l'âge, le genre, la région, la langue maternelle, le niveau de scolarité et la présence d'enfants dans le ménage afin de garantir un échantillon représentatif de la population québécoise. 3. Marge d'erreur de  $\pm 3,01\%$ , 19 fois sur 20.

Finalement, nous avons souhaité savoir si les répondants anticipaient que la chute des naissances aurait des conséquences positives ou négatives sur des domaines comme la culture, l'économie et les services publics. Le constat est sans appel : dans tous les cas, la majorité des répondants anticipe que la dénatalité aura des incidences négatives pour l'avenir du Québec. Cela s'avère particulièrement vrai pour les finances publiques (64 %) et l'économie (62 %), mais plus de 55 % des répondants en pensent autant pour la culture québécoise, la langue française, l'accès aux services publics et le développement des régions.

**Figure 10. Selon vous, est-ce que la dénatalité va avoir à long terme des effets positifs ou négatifs sur les aspects suivants?, 2026**



Source: Sondage Léger pour Cardus, 10 février 2026.

Notes: 1. Sondage Web réalisé auprès de 1061 répondants domiciliés au Québec, âgés de 18 ans et plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais. 2. Données collectées du 6 au 9 février 2026, et pondérées selon l'âge, le genre, la région, la langue maternelle, le niveau de scolarité et la présence d'enfants dans le ménage afin de garantir un échantillon représentatif de la population québécoise. 3. Marge d'erreur de  $\pm 3,01\%$ , 19 fois sur 20.

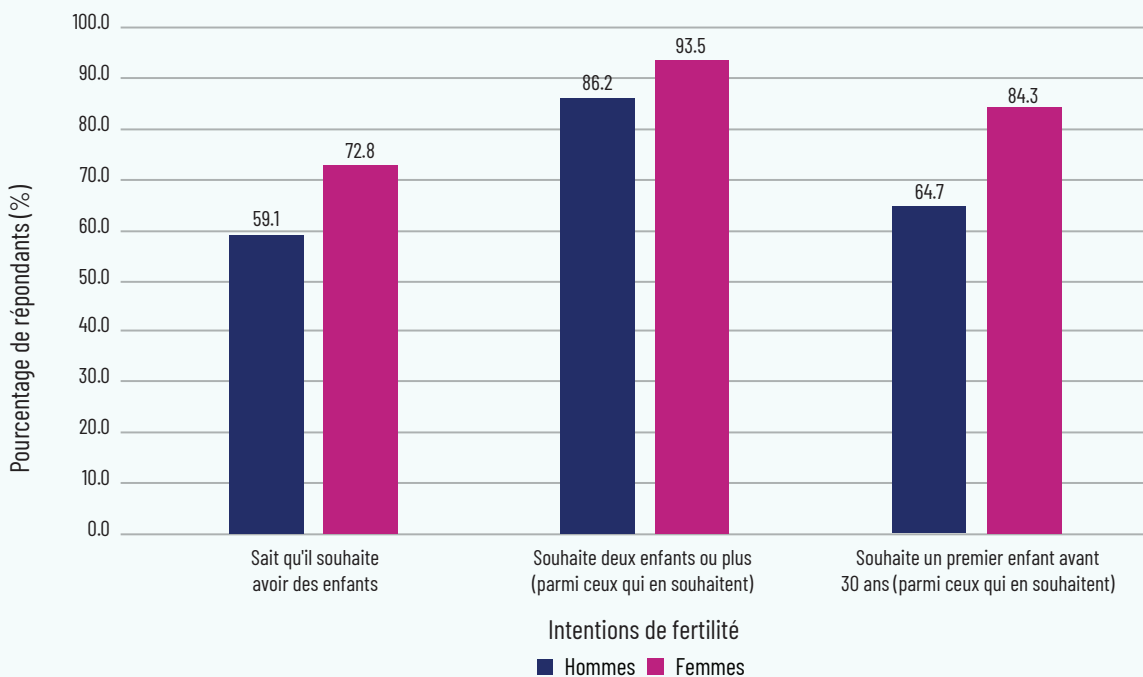
Le sondage réalisé par Léger montre donc que, bien que la majorité des répondants ne soit pas vraiment au fait de l'état de la fécondité au Québec, la moitié se montre préoccupée. Cela pourrait indiquer que l'enjeu a été peu discuté dans les médias dans les dernières années. Plus encore, lorsqu'il s'agit des conséquences spécifiques de la chute de la natalité sur différents secteurs au Québec, une majorité anticipe systématiquement des retombées négatives. Il serait donc faux d'affirmer que les Québécois se réjouissent de la situation actuelle ou encore, comme nous le verrons plus loin, qu'elle est le produit de leurs désirs individuels en matière de projet familial.

## Les familles québécoises ont moins d'enfants qu'elles ne le souhaitent

Dans le contexte actuel, on observe une tendance qui devrait nous préoccuper, c'est-à-dire un écart croissant entre le désir d'enfant exprimé, particulièrement par les femmes, et le nombre d'enfants qu'elles ont réellement. Une étude du Fonds des Nations Unies pour la population souligne qu'en règle générale, même dans les pays où la fertilité est très basse, les femmes et les hommes souhaitent en vérité deux enfants ou plus<sup>11</sup>. Le Québec n'y fait pas exception.

Un sondage du ministère de la Famille effectué dernièrement auprès de jeunes Québécois de 19 ans atteste que le désir d'enfant est toujours présent chez la jeune génération. En effet, 66,7 % des sondés affirment souhaiter avoir des enfants, alors que seulement 9,7 % disent ne pas en vouloir. Notons qu'il existe un taux relativement haut de non-réponse (24,2 %), qui peut s'expliquer par l'âge des répondants. De même, 90,3 % des répondants qui désirent devenir parents souhaitent deux enfants ou plus, et 75,7 % d'entre eux veulent avoir leur premier enfant avant l'âge de 30 ans<sup>12</sup>. Lorsque l'on sépare les données selon le sexe, on constate que les jeunes femmes souhaitent systématiquement plus d'enfants, et plus rapidement, que les jeunes hommes.

Figure 11. Intentions de fertilité des jeunes hommes et femmes du Québec, 2019



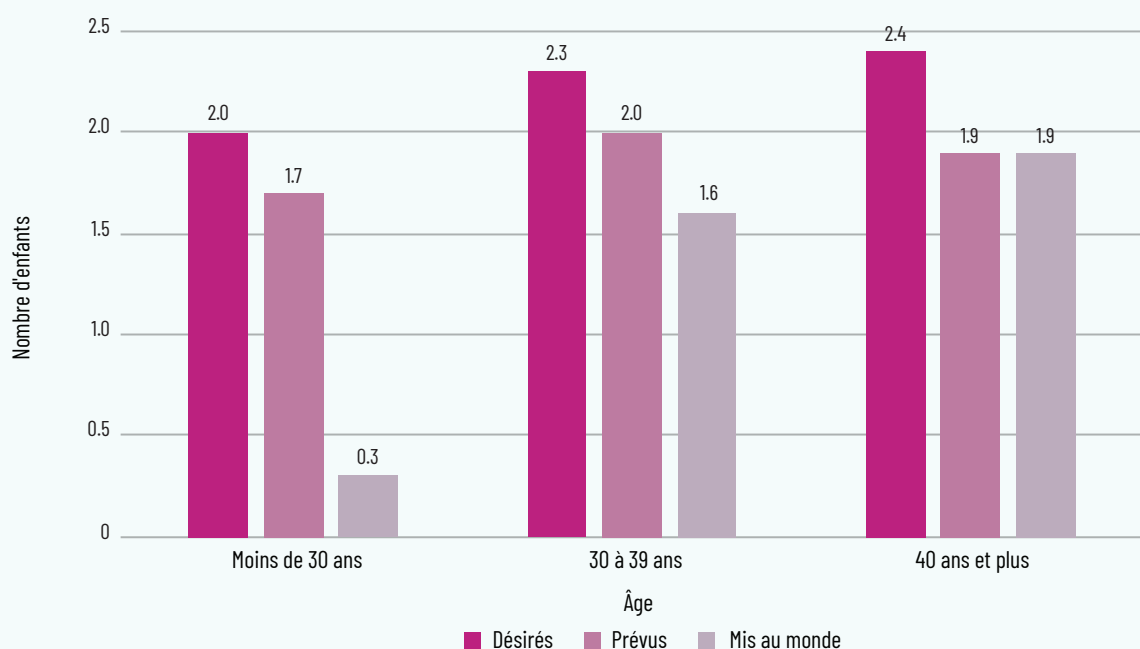
Source: Ministère de la Famille du Québec, *Les jeunes Québécoises et les jeunes Québécois veulent-ils (encore) avoir des enfants?*, Bulletin *Quelle famille?* 9(2), 2022.

11 Sobotka, Matysiak et Brzozowska, « Policy responses to low fertility », p. 5.

12 Québec, ministère de la Famille, *Les jeunes Québécoises et les jeunes Québécois*, p. 7.

Il existe donc au Québec un écart croissant entre le désir d'enfant, qui demeure au-dessus de deux, et le nombre d'enfants nés, qui chute d'année en année. En sondant environ 2700 femmes canadiennes, à la fois anglophones, francophones et allophones, réparties sur plusieurs groupes d'âge, Lyman Stone, chercheur associé à l'Institut Cardus, constate que le nombre d'enfants nés est, en moyenne, systématiquement inférieur au nombre d'enfants que les femmes auraient désiré<sup>13</sup>. Tout dépendant des groupes d'âge, les sondées indiquent désirer entre 2,00 et 2,40 enfants, ce qui est plus près du seuil de remplacement que de l'indice synthétique de fécondité canadien (1,26) et québécois (1,33). Il existe en vérité un écart persistant entre le nombre d'enfants désirés et le nombre d'enfants nés au terme de la période de fertilité, ce qui devrait nous préoccuper. Plus encore, 59,8 % des sondées disent avoir moins d'enfants qu'elles ne le souhaiteraient<sup>14</sup>.

**Figure 12. Indicateurs de fécondité des femmes canadiennes, par groupe d'âge, 2025**



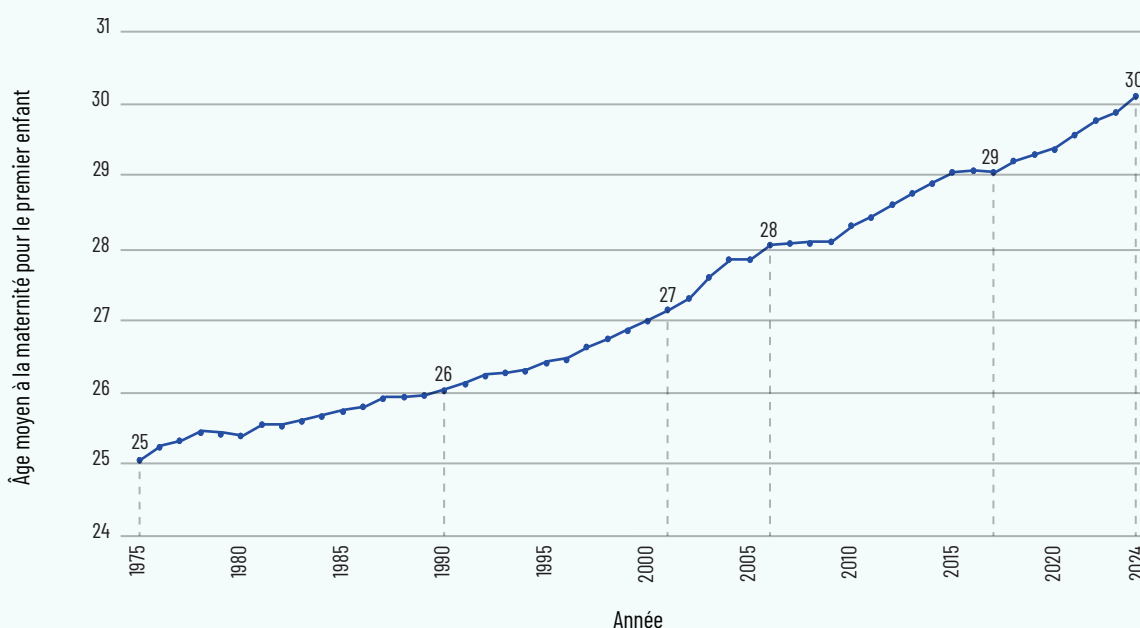
Source: Lyman Stone, « La Vacances des berceaux », Cardus, 2025.

13 Stone, « La vacances des berceaux », p. 10.

14 *Ibid.*, p. 11.

De plus, l'âge moyen de la mère à la naissance du premier enfant est en augmentation constante au Québec depuis 50 ans (voir figure 9). Malgré le fait que 84,3 % des jeunes Québécoises désirant des enfants souhaitent les avoir avant 30 ans, les mères québécoises avaient en moyenne leur premier enfant à 30 ans en 2024, selon l'Institut de la statistique du Québec<sup>15</sup>. Ces chiffres nous permettent donc d'affirmer qu'au Québec, les familles ont moins d'enfants qu'elles ne le souhaitent, et plus tard qu'elles ne l'auraient désiré. Il y a d'ailleurs un lien direct entre ces deux phénomènes, dans la mesure où une femme qui a son premier enfant plus tard que prévu réduit ses chances d'avoir le nombre total d'enfants qu'elle désire au terme de sa vie reproductive.

**Figure 13. Âge moyen à la maternité pour le premier enfant, Québec, 1975-2024**



Source: Institut de la statistique du Québec, *Le bilan démographique du Québec édition 2025*, 2025, p. 40.

Au-delà des incidences collectives discutées précédemment, ne pas être en mesure de réaliser son projet familial a également des conséquences sur le bonheur individuel. Plusieurs études indiquent que les personnes avec des enfants sont généralement plus heureuses et moins isolées que celles qui n'ont pas d'enfants, et que cela donne également plus de sens à leur vie<sup>16</sup>. Le chercheur Lyman Stone montre également que les femmes qui ont moins d'enfants qu'elles ne l'auraient souhaité affichent une satisfaction à l'endroit de la vie inférieure à celles qui ont le nombre d'enfants qu'elles désirent<sup>17</sup>.

15 Institut de la statistique du Québec, *Naissances, taux de fécondité*.

16 Twenge, Erickson, Wang et Wilcox, « In Pursuit »; Wilcox et Wang, « Who is Happiest? »; Blanchflower et Clark, « Children, Unhappiness and Family Finances ».

17 Stone, « La vacance des berceaux », p. 13-14.

Dans la situation actuelle, il est donc difficile d'affirmer que la dénatalité serait le produit de la liberté individuelle et que les personnes et les familles concernées s'en porteraient mieux. Au contraire, comme l'affirme Stone, « il est important pour l'épanouissement humain que la fécondité soit proche des niveaux souhaités. Des écarts importants (à la hausse ou à la baisse!) par rapport à la fécondité souhaitée représentent des échecs fondamentaux de la liberté, de l'action et de l'autonomie humaines<sup>18</sup>. » Considérant que les familles québécoises ont désormais moins d'enfants qu'elles ne le souhaitent, et qu'elles les ont plus tard qu'elles ne le désirent, concrétiser la liberté individuelle de devenir parent requiert de lever certaines barrières économiques et sociales qui les empêchent de réaliser leur projet familial.

## Les principales barrières à la réalisation du projet familial

Nous avons vu que les obstacles principaux à une fécondité plus élevée ne semblent pas provenir des désirs individuels des personnes, dans la mesure où elles désirent toujours une fécondité bien plus élevée que celle qui se concrétise présentement. Néanmoins, les études identifient certaines barrières externes qui peuvent expliquer l'écart grandissant entre ce que les familles désirent et la natalité réelle.

Certains facteurs sont culturels, et résident dans les attitudes individuelles et collectives. Par exemple, les pays d'Asie riche comme le Japon et la Corée du Nord qui sont aux prises avec une fertilité anémique, la plus basse du monde, vivent une opposition entre un haut niveau de progrès matériel et d'avancement professionnel pour les femmes, et des valeurs sociales très conservatrices qui s'accommodent mal de ce changement<sup>19</sup>. Un style de parentalité « intensif », qui préconise un engagement parental beaucoup plus substantiel que par le passé dans la vie des enfants, est aussi mis de l'avant comme l'une des causes qui pourrait conduire les parents des pays développés à avoir moins d'enfants<sup>20</sup>. Dans le cadre de la présente étude, nous mettons davantage l'accent sur les facteurs économiques et politiques en cause, lesquels sont plus susceptibles d'être influencés par des politiques publiques.

### L'incertitude économique et le coût de la vie

Le désir d'enfant n'existe pas en silo par rapport à la situation économique et personnelle des personnes qui l'expriment. Les récessions économiques, principalement parce qu'elles engendrent de l'instabilité sur le marché de l'emploi et une hausse du chômage, affectent négativement la fécondité, comme ce fut notamment le cas à la suite de la récession du début des années 1980 et de la crise de 2008<sup>21</sup>. Sobotka, Skirbekk et Philipov soulignent que cela est sans doute dû au fait

18 Stone, « A Family Friendly Pro-Natalism ».

19 Sobotka, Matysiak et Brzozowska, « Policy responses to low fertility », p. 17.

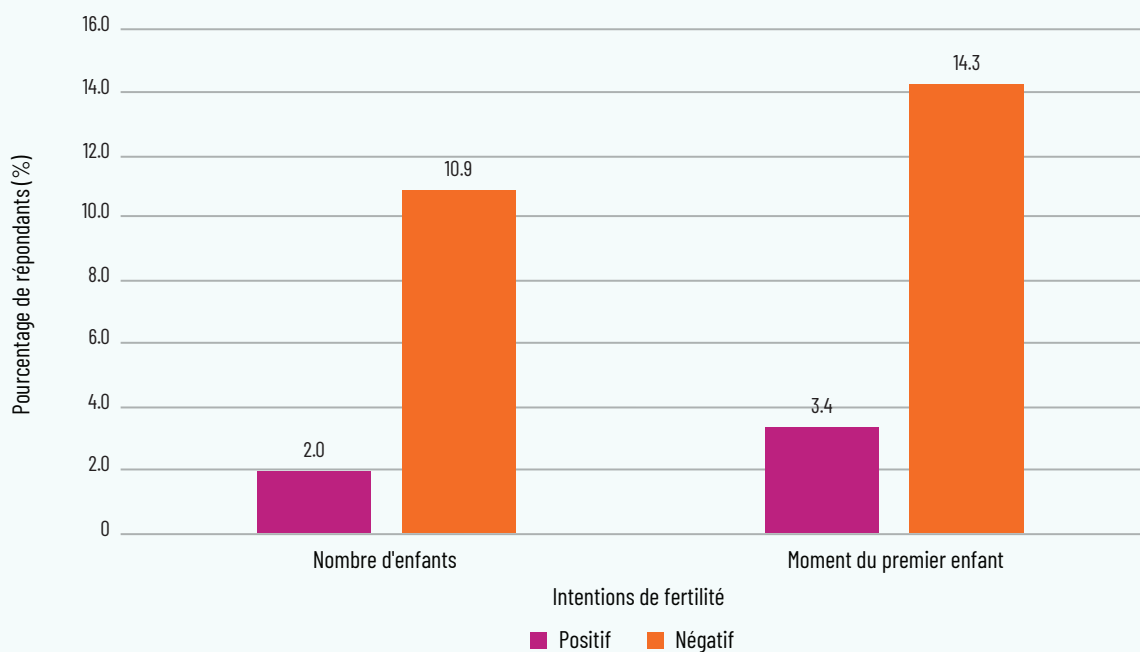
20 Dinan et Mathieu, « Le Québec, paradis des familles »; Sobotka, Matysiak et Brzozowska, « Policy responses to low fertility », p. 18-19.

21 Sobotka, Skirbekk et Philipov, « Economic Recession and Fertility », p. 291.

que les jeunes professionnels, qui sont les plus précaires sur le marché de l'emploi et donc les plus exposés aux effets négatifs d'une récession, « n'ont pas d'enfants et cherchent souvent à remplir les conditions préalables courantes à la constitution d'une famille et à la procréation : obtenir un revenu stable, acquérir un logement convenable et accumuler des ressources<sup>22</sup>. »

Lorsque la situation économique ne leur permet pas d'atteindre ces objectifs, et que le coût de fonder une famille devient trop élevé, les familles tendent naturellement à reporter leur projet familial. Une étude du département d'économie de l'Université du Mississippi montre également qu'« une inflation imprévue a un impact négatif et significatif sur le taux de fécondité total aux États-Unis », principalement parce que les jeunes reportent la naissance de leur premier enfant lorsque le contexte économique n'y est pas favorable<sup>23</sup>. Ainsi, on pourrait supposer que la montée inflationniste et la hausse du coût de la vie qui ont suivi la pandémie de COVID-19 ne soient pas étrangères à la chute prononcée de la fécondité observable au Québec comme ailleurs depuis 2020. Statistique Canada a justement mesuré dans son Enquête sociale canadienne de 2021 que l'incertitude et les difficultés économiques dues à la pandémie ont eu un effet bien plus négatif que positif sur les intentions de fertilité des personnes entre 15 et 49 ans<sup>24</sup> (voir figure 14). Ces résultats concordent avec d'autres études enregistrant une chute des naissances dans cette période, notamment aux États-Unis et au Mexique<sup>25</sup>.

**Figure 14. Effet de la pandémie de COVID-19 sur les intentions de fertilité des Canadiens de 15 à 49 ans, 2021**



Source: A. Fostik et N. Galbraith, « Changements dans les intentions d'avoir des enfants en réponse à la pandémie de COVID-19 », Statistique Canada, 2021.

22 Sobotka, Skirbekk et Philipov, « Economic Recession and Fertility », p. 285.

23 Adesete et Piano, « Unexpected Inflation and Fertility Rates », p. 10.

24 Fostik et Galbraith. « Changements dans les intentions d'avoir des enfants ».

25 McLaren Jr. *et al.*, « COVID-related “lockdowns” »; Azcorra *et al.*, « The impact of COVID-19 ».

Le coût lié aux enfants explique aussi pourquoi tous les couples n'atteignent pas leur idéal de fécondité désiré. Selon une étude de Statistique Canada menée à partir de l'Enquête sur les dépenses des ménages, une famille biparentale à revenu moyen de deux enfants dépense en moyenne entre 15 300 \$ et 17 420 \$ par enfant par année, selon l'âge de l'enfant, en dollars constants de 2017<sup>26</sup>. Il s'agit d'un montant important, qui peut s'avérer prohibitif lorsque vient le moment d'envisager avoir un enfant de plus, notamment parce qu'avoir trois enfants ou plus implique habituellement des coûts importants à l'entrée, comme une nouvelle voiture ou un nouveau logement<sup>27</sup>. Cela explique sans doute pourquoi, selon l'étude menée par Lyman Stone sur la fécondité des femmes canadiennes, les ménages riches ont un taux de fécondité plus élevé que les ménages pauvres<sup>28</sup>.

## Les étapes préalables à la parentalité arrivent plus tard

L'enquête du ministère de la Famille sur l'intention d'avoir un enfant des jeunes Québécois démontre également que certaines conditions ont une incidence sur la probabilité d'avoir un enfant à court terme. Avoir terminé ses études et être sur le marché du travail, avoir quitté le domicile parental et avoir un conjoint qui a l'intention d'avoir des enfants figurent ainsi parmi les facteurs qui rendent les jeunes plus susceptibles de désirer des enfants à court terme<sup>29</sup>. Toutes ces observations sont cohérentes avec la théorie dite de « l'enfant-couronnement », selon laquelle, à l'instar du mariage, le fait d'avoir des enfants « n'est plus la fondation d'une vie adulte à construire à deux, mais le sacre d'une vie réussie<sup>30</sup> ». Ce changement culturel est significatif, particulièrement dans un contexte général où les jeunes « grandissent plus lentement », comme le montre une étude des chercheurs Jean M. Twenge et Heejung Park selon laquelle les jeunes Américains ne réalisent que plus tardivement les activités associées à l'âge adulte comme travailler, conduire, boire de l'alcool ou faire des rencontres amoureuses<sup>31</sup>. Entre les recensements de 2006 et de 2021, on observe une tendance similaire chez les jeunes Québécois de 25 à 29 ans, lesquels étudient de plus en plus longtemps<sup>32</sup>, restent chez leurs parents de plus en plus tardivement<sup>33</sup>, et sont de moins en moins nombreux à vivre en couple<sup>34</sup>.

26 Duncan, Frank et Guèvremont, « Estimer les dépenses liées aux enfants », p. 19.

27 Bockel et Claret-Trentelivres, « Pour un renouveau démographique », p. 24.

28 Stone, « La vacance des berceaux », p. 15-17.

29 Québec, ministère de la Famille, *Les jeunes Québécoises et les jeunes Québécois*, p. 13.

30 Stone, « La vacance des berceaux », p. 23.

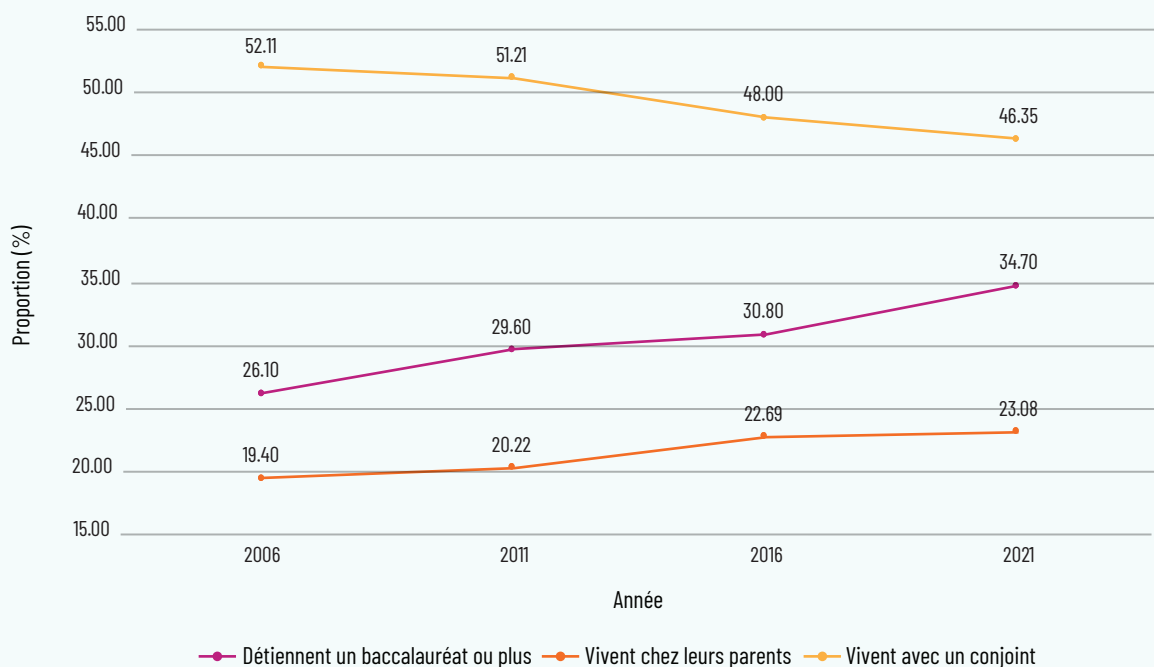
31 Twenge et Park, « The Decline in Adult Activities ».

32 Statistique Canada, Tableau 98-10-0384-01.

33 Statistique Canada, Tableau 98-10-0137-01; Institut de la statistique du Québec, *Situation dans les familles*.

34 Institut de la statistique du Québec, *Situation de couple au Québec*.

**Figure 15. Caractéristiques des jeunes Québécois de 25-29 ans, 2006 à 2021**



Sources: Statistique Canada, Tableau 98-10-0384-01, *Plus haut niveau de scolarité, selon l'année de recensement : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement*; Statistique Canada, Tableau 98-10-0137-01, *Situation dans la famille de recensement et dans le ménage, présence d'un parent dans le ménage, groupe d'âge et genre : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement*; Institut de la statistique du Québec, *Situation dans les familles et les ménages privés*, données mises à jour le 10 juin 2024; Institut de la statistique du Québec, *Situation de couple au Québec*, données mises à jour le 28 mars 2023.

Ces évolutions ont une incidence sur l'âge où ils sont en mesure d'avoir un premier enfant, tout comme le fait que le logement leur soit de moins en moins accessible. Dans les dernières années, le coût du logement a effectivement augmenté de manière accélérée au Québec, principalement dans les grandes villes. Une étude américaine a estimé que « l'effet de résider dans un marché immobilier coûteux est un report de trois à quatre ans de la naissance du premier enfant » en moyenne, par rapport à un marché immobilier plus abordable<sup>35</sup>. Tous ces facteurs contribuent à expliquer pourquoi l'âge moyen à la maternité et à la paternité est en hausse constante depuis les années 1980<sup>36</sup>.

35 Clark, « Do women delay family formation . . . ? ».

36 Institut de la statistique du Québec, *Naissances et fécondité*.

## Équilibrer le travail et la vie de famille

Dans les dernières décennies, la normalisation du modèle familial où les deux parents travaillent pose également de nouveaux défis pour concilier le salariat et la famille. À 85,0 % en 2024, le taux d'emploi des femmes du principal groupe d'âge actif au Québec est le plus élevé au Canada, et se situe également parmi les plus élevés de l'OCDE<sup>37</sup>. Depuis la fin des années 1990, le Québec a mis sur pied des programmes sociaux afin de mieux permettre la conciliation travail-famille, comme les centres de la petite enfance et le régime québécois d'assurance parentale. Malgré leur générosité, ces programmes conservent certaines lacunes, comme la liste d'attente de 30 600 enfants en attente d'une place immédiate en service de garde en date de mars 2025, qui complique la transition entre la fin du congé parental et le retour au travail<sup>38</sup>. Il existe aussi une « pénalité à la maternité », nettement moins importante au Québec que dans le reste du Canada, qui affecte les femmes mères de deux enfants, mais surtout celles de trois enfants et plus<sup>39</sup>. Ce sont des défis à surmonter pour ne pas contraindre les femmes à choisir entre le travail et la maternité.

Cependant, un autre aspect de la conciliation entre le travail et la famille passe souvent sous silence, celui de la flexibilité offerte aux parents dans leur priorisation du temps alloué au salariat et aux activités familiales. Les données de la World Values Survey et de la European Values Survey montrent en effet que, partout dans le monde, la majorité des gens valorisent la famille autant (63 %), sinon plus (25 %) que le travail, alors que les personnes qui valorisent le travail plus que la famille sont extrêmement minoritaires (6 %)<sup>40</sup>. Une politique familiale attentive aux désirs individuels ne doit donc pas uniquement valoriser le travail, mais aussi permettre aux parents une plus grande liberté de choix dans leur allocation du temps.

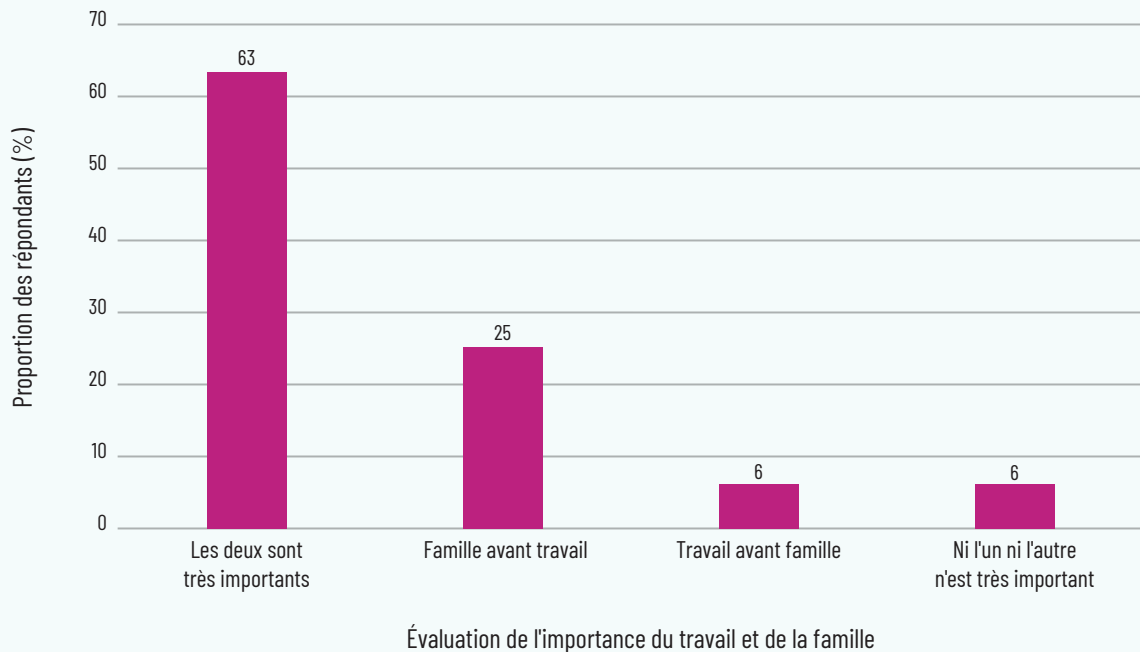
37 Statistique Canada, *Le taux d'emploi est le plus élevé*; Brousseau-Pouliot, « Le meilleur marché du travail au monde ».

38 Dinan et Mathieu, « Le Québec, paradis des familles »; Québec, ministère de la Famille, *Statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance*.

39 Boucher, « Le revenu d'emploi des parents ».

40 DeRose et Stone, « More Work, Fewer Babies », p. 11.

**Figure 16. Évaluation de l'importance du travail et de la famille, Integrated Values Survey, 2021**



Source: L. DeRose et L. Stone, « More Work, Fewer Babies : What Does Workism Have to Do with Falling Fertility? », Institute for Family Studies and Social Trends Institute, 2021, p. 11.

Note: L'Integrated Values Survey a été compilée par DeRose et Stone à partir des résultats de l'International Values Survey et de l'European Values Survey.

Les allocations familiales, par exemple, constituent un revenu d'appoint qui permet de travailler moins et de consacrer plus de temps aux enfants, si c'est ce que désirent les parents<sup>41</sup>. Il en va de même pour le télétravail : une récente étude estime que la fécondité totale est supérieure de 0,32 enfant par femme lorsque les deux parents travaillent à domicile un ou plusieurs jours par semaine, par rapport au cas où aucun des deux ne le fait<sup>42</sup>. Il s'agit d'une différence énorme, qui se compare avantageusement aux hausses de la fécondité enregistrée lorsque des politiques familiales généreuses sur le plan fiscal sont mises en place. Concilier le travail et la famille implique donc de permettre aux parents de trouver un équilibre dans le temps qu'ils allouent à chacun, et de revaloriser la famille pour elle-même, plutôt que de seulement encourager le temps passé au travail par les parents.

41 DeRose et Stone, « More Work, Fewer Babies », p. 18.

42 Aksoty, Barrero, Bloom *et al.* « Work from Home and Fertility ».

## Investir dans des politiques pro-famille, est-ce que ça fonctionne?

Nous avons établi que la raison principale du déclin de la fécondité n'est pas une baisse substantielle du désir de devenir parent, mais bien davantage la montée d'obstacles économiques et sociaux qui empêchent les Québécoises et les Québécois d'avoir autant d'enfants qu'ils ne le souhaiteraient, au moment de leur choix. Sachant cela, le politique peut jouer un rôle afin de réduire l'écart entre la fertilité désirée et la fertilité réelle au Québec.

Avant d'aller plus loin, il est nécessaire de rappeler qu'il existe des limites à l'action de l'État dans la sphère familiale. En raison de la nature intime de l'institution familiale, il serait particulièrement malsain que la puissance publique s'y ingère, pour dicter aux personnes ou aux familles comment se conduire dans la sphère privée. Toute politique familiale doit donc se penser dans une position d'humilité quant aux limites du pouvoir étatique, et de respect quant à la liberté individuelle de chaque personne, particulièrement lorsque des décisions aussi intimes que d'avoir un enfant ou non sont en cause. Le rôle de l'État en matière de fertilité n'est donc pas de contraindre les personnes à prendre des décisions qu'elles ne souhaitent pas, mais plutôt de lever les barrières économiques et sociales qui les empêchent de réaliser le projet familial qu'elles désirent réellement. Puisque les motivations pour fonder une famille dépassent de loin les considérations politiques et économiques, et qu'elles relèvent de raisons personnelles, les politiques pro-famille n'ont pas pour vocation de persuader ceux qui ne désirent pas d'enfants d'en avoir : elles doivent plutôt venir en aide aux personnes qui souhaitent des enfants, mais qui n'en ont pas autant qu'elles le voudraient<sup>43</sup>.

Dans le contexte actuel de baisse mondiale de la fertilité, plusieurs se questionnent sur l'efficacité réelle des politiques familiales, et se demandent même si elles ont de quelconques retombées sur la fécondité totale. On entend souvent que « des initiatives centrées sur la fécondité n'ont que peu ou pas d'effet<sup>44</sup> » ou qu'elles « coûterai[en]t plus cher que ce qu'elle[s] rapporte[nt]<sup>45</sup> ». Principalement, on fait valoir que des allocations plus généreuses aux nouveaux parents pourraient avoir un effet d'accélération des naissances déjà prévues (« effet tempo »), sans pour autant augmenter le nombre d'enfants total qu'aura une famille donnée<sup>46</sup>. Il serait ainsi futile d'investir trop dans des politiques visant à encourager la fertilité, puisque ce serait de l'argent gaspillé. Qu'en est-il réellement?

43 Stone, « How to Reverse Population Decline ».

44 Labrèche, « Les taux de natalité sont en chute libre ».

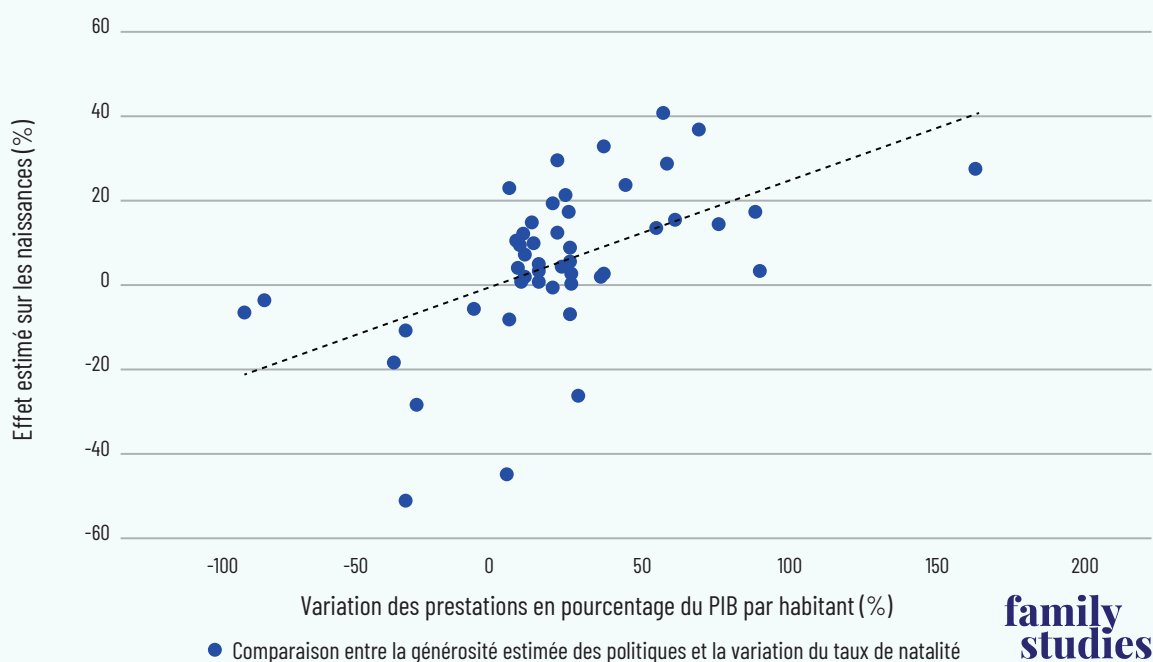
45 Filion, « La politique de natalité de la CAQ ».

46 Lopoo, « How to Make American Babies Again »; Brown Calder, « Hungary's Fertility Outcomes ».

## Les politiques pro-famille aident à avoir des enfants plus tôt

D'abord, notons qu'il existe un consensus sur le fait qu'un soutien financier supplémentaire aux parents entraîne, au moins à court terme, une hausse des naissances mesurable, même chez les critiques des politiques natalistes<sup>47</sup>. Une métaétude recensant 43 études menées dans 17 pays arrive à la conclusion que les naissances sont sensibles aux incitatifs financiers : en moyenne, une augmentation des prestations équivalant à 4 % du PIB par habitant est associée à une augmentation de 1 % des probabilités de naissance<sup>48</sup>.

Figure 17. Quand les gouvernements augmentent le soutien aux familles, la natalité augmente.



Source: Lyman Stone, « Expand the Child Tax Credit », Institute for Family Studies, 2025, Revue de la littérature sur les politiques de fertilité, détails à l'annexe A. Traduit par Cardus. En cas de divergence entre le texte original et sa traduction, seul le premier sera réputé valide.

Note: Dans une régression de la taille de l'effet par rapport au coût estimé, la statistique *t* de la taille de l'effet est de 4,66 et la pente estimée de l'effet varie entre 0,14 et 0,36. L'introduction de l'année d'intervention et/ou de l'année de publication de l'étude n'a aucun effet sur l'estimation de la pente.

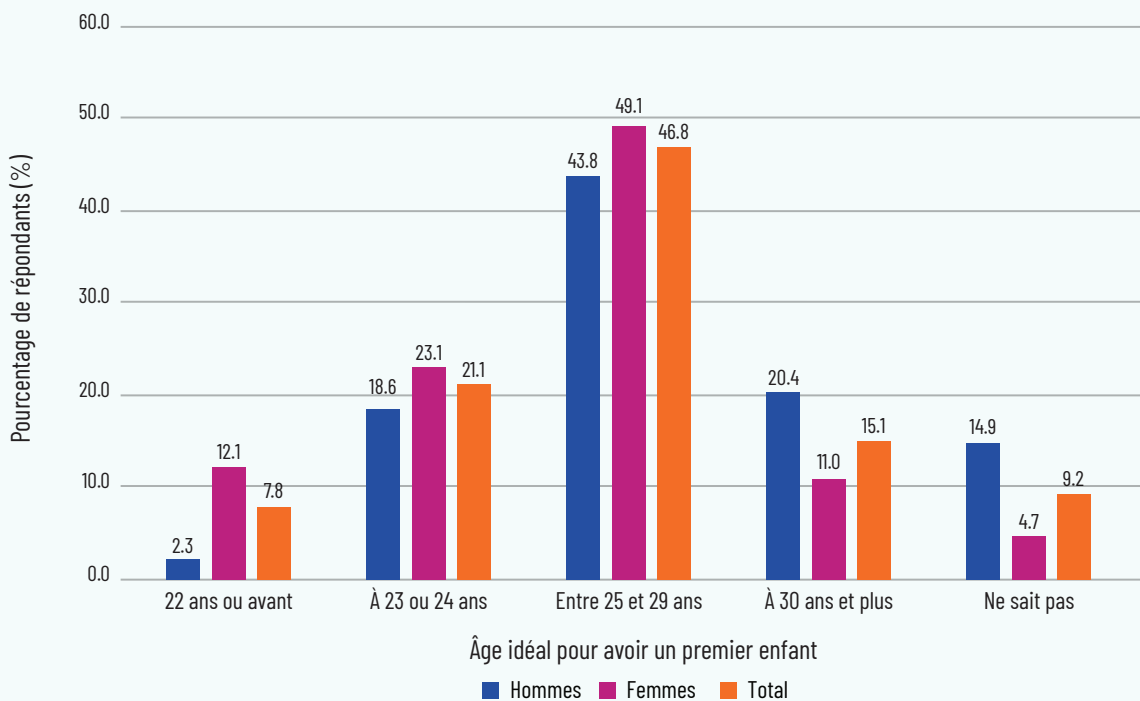
Ces naissances seraient-elles survenues de toute façon, étant seulement devancées dans le temps sous l'effet de la politique? Il est impossible d'affirmer avec certitude que les naissances qui surviennent plus tôt en raison d'un meilleur appui monétaire seraient tout de même survenues plus tard, car cette question est purement hypothétique. Néanmoins, nous savons que « la baisse de la fécondité observée dans les pays riches au cours des 20 dernières années est principalement

47 Sobotka, Matysiak et Brzozowska, « Policy responses to low fertility », p. 6; Kim, « Lifetime impact of cash transfer on fertility »; Duclos, Lefebvre et Merrigan, « A 'Natural Experiment' ».

48 Stone, « Expand the Child Tax Credit ».

due au report de la maternité »<sup>49</sup>, et que ce report est en partie dû à des facteurs exogènes comme l'incertitude économique ou le délai supplémentaire pour accéder à un emploi stable ou à la propriété par rapport aux générations précédentes. Les chiffres du ministère de la Famille démontrent en effet que les jeunes Québécoises et Québécois qui désirent des enfants souhaitent majoritairement avoir leur premier enfant entre 25 et 30 ans, ce qui n'est pas le cas actuellement, alors que l'âge moyen à la maternité et à la paternité du premier enfant est au-dessus de 30 ans.

**Figure 18. Âge idéal pour avoir un premier enfant parmi les jeunes Québécois qui désirent des enfants, 2019**



Source: Ministère de la Famille du Québec, *Les jeunes Québécoises et les jeunes Québécois veulent-ils (encore) avoir des enfants?*, Bulletin *Quelle famille?* 9(2), 2022.

Cette incapacité à avoir des enfants aussi rapidement que les jeunes adultes ne le souhaiteraient n'est pas sans conséquence. Puisque la fenêtre au sein de laquelle les femmes peuvent avoir des enfants est limitée dans le temps, il existe un lien direct entre le report de fécondité et la fécondité totale, comme l'indique Statistique Canada :

Dans le contexte canadien où la maternité est déjà tardive, reporter davantage le moment d'avoir des enfants [...] pourrait entraîner un nombre croissant de femmes et de couples aux prises avec des problèmes d'infertilité liée à l'âge et, par conséquent, à ne pas atteindre le nombre d'enfants désiré<sup>50</sup>.

49 Stone, « Expand the Child Tax Credit ».

50 Fostik et Galbraith, « Changements dans les intentions d'avoir des enfants », p. 8.

Les chiffres de la National Survey of Family Growth aux États-Unis confirment également ce constat : plus la fertilité est reportée, plus les chances d'avoir un enfant sont faibles<sup>51</sup>. Soulignons aussi que des naissances plus précoces permettent de compenser plus efficacement le vieillissement de la population : la pyramide des âges d'une société sera plus saine si l'espacement moyen entre les générations est plus court, et plus précaire s'il s'allonge. Ainsi, on ne devrait pas opposer « l'effet tempo » qu'entraînent les politiques pro-famille à la fécondité totale : des naissances plus précoces sont liées à une plus grande fécondité totale.

## Les politiques pro-famille aident la fertilité totale

Plus encore, des études sur les effets des politiques pro-famille, particulièrement les allocations à la naissance versées aux parents, démontrent qu'elles ont un impact mesurable sur les naissances de rang supérieur, particulièrement à partir de la troisième<sup>52</sup>. Autrement dit, les politiques familiales ont moins d'influence sur les premières naissances, qui seraient probablement survenues de toute façon, mais si elles sont bien ciblées, permettent de stimuler les naissances de rang supérieur.

L'économiste Kevin Milligan, directeur de la Vancouver School of Economics de l'Université de Colombie-Britannique (UBC) a étudié l'effet de l'allocation à la naissance introduite par le gouvernement de Robert Bourassa en 1988. Cette politique offrait 500 \$ aux parents pour le premier enfant, 1000 \$ pour le second et jusqu'à 8000 \$ pour les enfants de troisième rang ou plus. Avant la création du programme, en 1987, l'indice synthétique de fécondité du Québec enregistrait un écart négatif d'environ 0,30 enfant par femme avec celui du Canada. En 1996, cet écart s'était réduit de 86 %<sup>53</sup>. En particulier, les naissances de troisième rang et plus ont augmenté de 35 % entre 1987 et 1993, alors qu'elles chutaient dans le reste du Canada<sup>54</sup>. En comparant la fécondité du Québec à celle du reste du Canada, qui n'était pas affecté par la mesure, Milligan estime que sur huit ans, plus de 93 000 enfants additionnels sont nés au Québec alors qu'ils ne seraient pas nés autrement, soit une hausse de la natalité de 14,5 % sur cette période<sup>55</sup>. Il conclut que l'État québécois a payé en moyenne 15 472 \$ pour chaque enfant qui n'aurait pas vu le jour sans la prestation<sup>56</sup>. D'un point de vue strictement comptable, il s'agit d'un « retour sur investissement » appréciable, car ces nouveaux contribuables paieront, en moyenne, bien davantage en taxes et en impôts au cours de leur vie.

L'allocation à la naissance a été abolie en 1996, et remplacée par une allocation unifiée calibrée selon le revenu<sup>57</sup>. Dans les années suivantes, le Québec s'est doté de politiques familiales

51 Wilcox, « Get Married Young ».

52 Duclos, Lefebvre et Merrigan, « A 'Natural Experiment' »; Laroque et Salanié, « Identifying the Response of Fertility to Financial Incentives »; Milligan, « Quebec's Baby Bonus »; Malak, Rahman et Yip, « Baby Bonus, Anyone? »; Bockel et Claret-Trentelivres, « Pour un renouveau démographique ».

53 Milligan, « Quebec's Baby Bonus », p. 3.

54 *Ibid.*, p. 4.

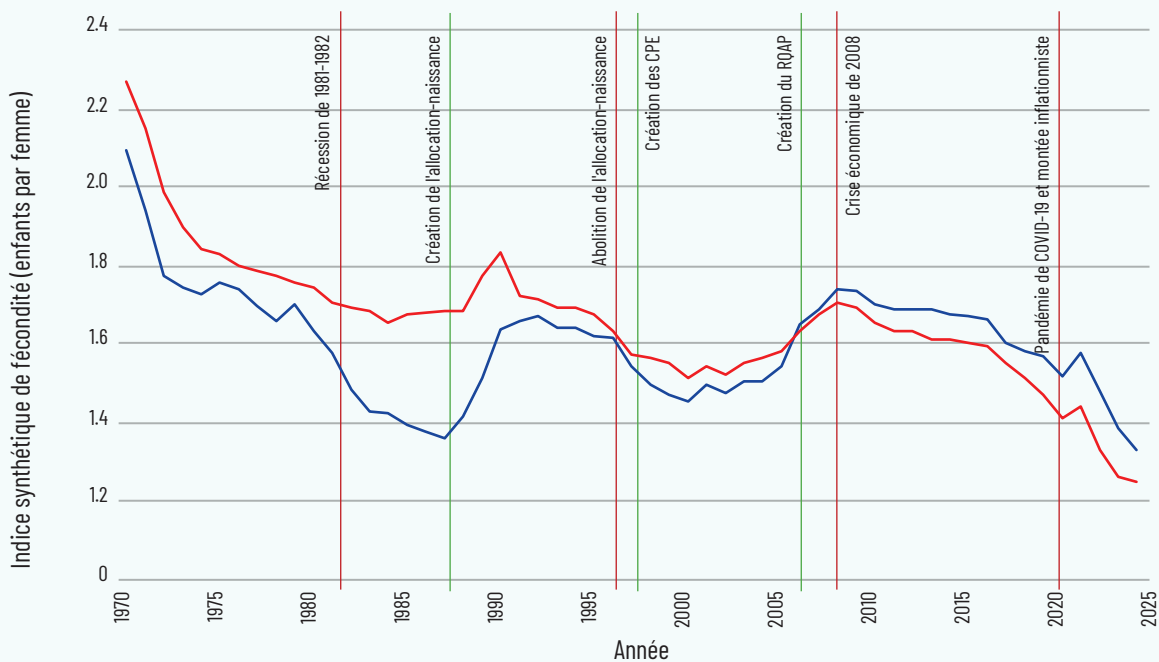
55 *Ibid.*, p. 7.

56 *Ibid.*, p. 8.

57 Chaire de recherche en fiscalité et finances publiques, « Allocation-famille ».

généreuses, principalement les centres de la petite enfance (CPE) et le régime québécois d'assurance parentale (RQAP). Depuis 2006, l'indice synthétique de fécondité du Québec a dépassé celui du Canada, alors qu'il était historiquement inférieur. Comme le montre la figure 19, la fécondité est sensible à la fois aux politiques familiales et aux crises économiques, comme la récession des années 1980, la crise de 2008 et la pandémie de COVID-19. On constate cependant qu'un écart durable d'environ 0,10 enfant par femme demeure à l'avantage du Québec, malgré la baisse récente de la fécondité qui touche l'ensemble du Canada.

**Figure 19. Indice synthétique de fécondité, Québec et Canada, 1970-2024**



Sources: Banque mondiale, « Taux de fertilité, total (naissances par femme) » ; Institut de la statistique du Québec, *Naissances, taux de fécondité selon le groupe d'âge de la mère, indice synthétique de fécondité et âge moyen à la maternité, selon le rang de naissance, Québec, 1975-2024*, données mises à jour le 17 septembre 2025.

Le professeur Benoît Laplante du CNRS démontre, dans une étude de 2024, que le RQAP a contribué à augmenter la fertilité au Québec depuis sa création en 2006, et à son maintien au-dessus du taux canadien. L'ampleur de cette hausse varie selon le niveau d'éducation : 17 % pour les femmes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires, 46 % pour celles qui les ont terminées et 27 % pour celles qui ont obtenu un diplôme universitaire. Il souligne que le haut taux de remplacement élevé du revenu, entre 55 % et 75 %, contribue à réduire le coût d'opportunité pour les femmes, plus encore celles qui disposent de revenus élevés, qui quittent temporairement le marché du travail à la naissance d'un enfant<sup>58</sup>.

58 Laplante, « Policy and Fertility », p. 19-20.

Quant aux CPE, si certaines études internationales affirment que l'accès à des services de garde abordables a un effet positif sur la fécondité<sup>59</sup>, cet effet est souvent indirect et moins efficace<sup>60</sup> que les transferts financiers aux familles. Laplante affirme que dans le cas du Québec, « aucune tentative n'a encore été faite pour évaluer leur impact [des CPE] sur la fertilité » et que leur succès « s'est principalement mesuré par l'augmentation du taux de participation des femmes au marché du travail »<sup>61</sup>. L'accès aux services de garde peut donc avoir des conséquences positives indirectes sur la fécondité, mais cela ne semble pas être leur principale retombée. Élargir l'accès aux services de garde ne serait donc probablement pas suffisant pour relancer la natalité au Québec.

## Les politiques pro-famille peuvent-elles ramener le Québec au seuil de remplacement?

Une autre critique fréquente des politiques axées sur la natalité consiste à souligner qu'aucun pays occidental qui en met en place ne parvient à remonter au-dessus du seuil de remplacement de 2,10 enfants par femme. Bien que cela soit vrai, certains estiment quand même que des politiques pro-famille bien ciblées peuvent rehausser la fécondité d'environ 0,20 à 0,50 point au-dessus du niveau antérieur à de nouvelles mesures<sup>62</sup>. L'effet cumulatif d'une telle augmentation, même si elle est marginale, s'avère considérable sur le long terme. À la figure 16, nous avons modélisé différents scénarios démographiques pour le Québec avec :

- un taux de fécondité de 1,33 comme tel est le cas présentement
- un taux de fécondité de 1,73 comme en 2008-2009
- un taux de fécondité de 2,1, respectant le seuil de remplacement
- un taux de fécondité de 0,75, comparable à celui de la Corée du Sud

On constate que sur un horizon de 100 ans, les différences sont marquées. Alors qu'un taux de fécondité de 1,73 ferait passer la population québécoise de 9,11 millions à 6,50 millions d'ici 2125, elle s'effondrerait à 3,66 millions avec un taux de 1,33. À 2,10 enfants par femme, la population croîtrait légèrement à 10,23 millions d'ici 2125. Dans un scénario comme celui de la Corée du Sud, la population québécoise passerait de 9,11 millions à 1,23 million en cent ans.

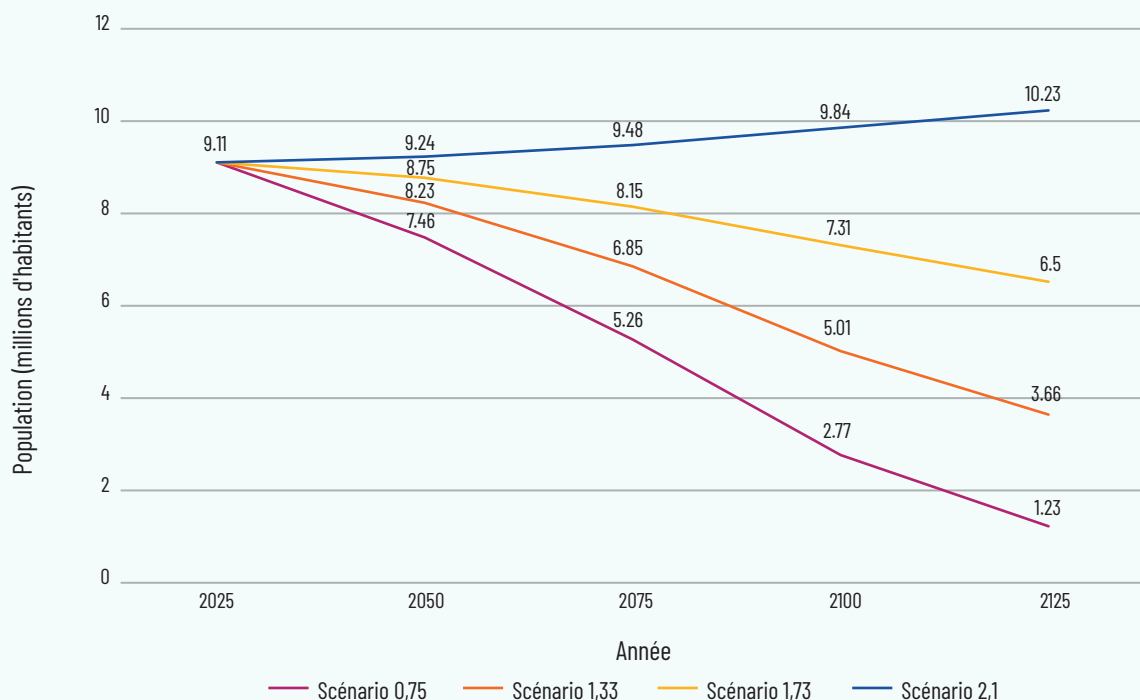
59 Bergsvik, Fauske et Kaldager Hart, « Can Policies Stall the Fertility Fall? »; Luci-Greulich et Thévenon, « The Impact of Family Policies on Fertility Trends ».

60 Stone, « Why A Child Allowance Is Preferable ».

61 Laplante, « Policy and Fertility », p. 4-6, traduction libre.

62 Bockel et Claret-Trentelivres, « Pour un renouveau démographique », p. 22.

**Figure 20. Projections de la population du Québec selon différents scénarios de fécondité, 2025-2125 (millions d'habitants)**



Source: Calculs de l'auteur avec l'outil Population Calculator.

Note: Paramètres : 9,11 millions de population en 2025, âge moyen à la naissance de 30 ans, 83 ans d'espérance de vie, sans immigration.

Cette modélisation illustre la grande différence qui existe entre une fécondité sous le seuil de remplacement, mais tout de même proche des deux enfants par femme, et une fécondité proche ou inférieure à un seul enfant par femme. Le Fonds des Nations Unies pour la population affirme qu'une « baisse modérée peut sans doute être compensée par des ajustements progressifs du marché du travail, des systèmes de retraite, des soins de santé et de la sécurité sociale, ou par l'acceptation d'un niveau modéré d'immigration », alors qu'une chute drastique de la population ne peut être comblée que très difficilement, même avec des réformes radicales et une immigration substantielle<sup>63</sup>. C'est donc dire qu'une fertilité aussi basse n'est pas soutenable, et qu'elle constitue un véritable problème public face auquel l'État ne peut rester les bras croisés.

Des considérations additionnelles doivent aussi entrer en ligne de compte pour un renouveau des politiques pro-famille au Québec. D'abord, au-delà de l'effet pragmatique de mesures monétaires, il y a également des retombées symboliques lorsque l'État indique clairement que les naissances constituent une priorité. Des mesures dont l'impact financier n'est pas forcément énorme peuvent avoir une influence disproportionnée en raison du message envoyé par ce choix public<sup>64</sup>. Ainsi, une revue internationale des politiques familiales dans les pays nordiques, européens et anglo-saxons révèle que « les effets les plus importants des transferts monétaires et

63 Sobotka, Matysiak et Brzozowska, « Policy responses to low fertility », p. 10.

64 Sobotka, Matysiak et Brzozowska, « Policy responses to low fertility », p. 79.

de l’allongement des congés parentaux sur la fécondité ont été observés là où les réformes visaient explicitement à augmenter la fécondité<sup>65</sup>. »

Ensuite, les politiques publiques en soutien aux familles doivent être constantes pour atteindre leur pleine efficacité. Le Fonds des Nations Unies pour la population observe que les revirements trop fréquents en matière de politiques familiales les rendent imprévisibles et peu fiables, ce qui peut avoir un impact négatif sur la fécondité, même dans les pays qui offrent un soutien relativement généreux aux familles<sup>66</sup>. Il importe donc de mettre sur pied des politiques qui demeureront stables dans le temps, afin que les futurs parents puissent planifier leur projet familial en conséquence.

## Conclusion

Alors que le Québec atteint la fécondité la plus faible de son histoire, et un accroissement naturel négatif, la dénatalité est devenue un problème public que l’État n’a plus le loisir d’ignorer. Moins d’un tiers des Québécois est au courant qu’il y a eu plus de décès que de naissances au Québec l’an dernier, mais, comme le démontre notre sondage Léger, une nette majorité anticipe les effets négatifs de la pénurie de naissance sur l’économie, la culture et les services publics. Surtout, les données de sondage montrent que les jeunes, en particulier les femmes, veulent toujours plus de 2 enfants, et souhaiteraient les avoir plus tôt. Dans ce contexte, le rôle d’une politique pro-famille consiste à lever les obstacles qui empêchent les personnes de réaliser concrètement leur projet familial, au moment de leur choix.

La littérature démontre que les politiques pro-famille ont des retombées positives mesurables sur la fécondité, en permettant aux parents d’avoir leurs enfants plus tôt, et souvent en plus grand nombre. L’histoire récente du Québec en fait foi. Alors que les naissances étaient en panne au milieu des années 1980, l’allocation à la naissance du gouvernement Bourassa a contribué à remonter l’indice synthétique de fécondité de 1,36 à 1,67 enfant par femme. Au début des années 2000, dans la foulée de la création du Régime québécois d’assurance parentale, la fécondité québécoise a atteint un nouveau sommet à 1,73.

Alors que le Québec connaît une chute accélérée des naissances depuis 2016, qui s’est accentuée depuis la pandémie, il est temps de remettre la famille au cœur des priorités avec des politiques innovantes pour répondre aux défis démographiques actuels. Les prochains rapports de cette série mettront en lumière des mesures concrètes que les gouvernements pourraient mettre de l’avant afin d’appuyer les jeunes qui désirent avoir un premier enfant, de même que les familles qui veulent en avoir davantage qu’ils n’en ont présentement.

65 Bergsvik, Fauske et Kaldager Hart, « Can Policies Stall the Fertility Fall? », p. 45, traduction libre.

66 Sobotka, Matysiak et Brzozowska, « Policy responses to low fertility », p. 77.

## Références

- Adesete, A. et C. Piano. « Unexpected Inflation and Fertility Rates in the US ». SSRN, 2026. <https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.6038934>.
- Aksoty, C.G., J.M. Barrero, N. Bloom et coll. « Work from Home and Fertility ». 2026. <https://nbloom.people.stanford.edu/sites/g/files/sbiybj24291/files/media/file/wfh-and-fertility-29-january-2026.pdf>.
- Azcorra, H., J.C. Salazar-Rendón, L. Rodriguez, A. Vázquez-Vázquez et coll. « The Impact of COVID-19 on the Number of Births in Yucatan, Mexico ». *American Journal of Human Biology* 35(4) (2022). <https://doi.org/10.1002/ajhb.23849>.
- Banque mondiale. « Taux de fertilité, total (naissances par femme) ». <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN>.
- Bergsvik, J., A. Fauske et R. Kaldager Hart. « Can Policies Stall the Fertility Fall? A Systematic Review of the (Quasi-) Experimental Literature ». *Population and Development Review* 47(4) (2021) : p. 913-964. <https://doi.org/10.1111/padr.12431>.
- Blanchflower, D.G. et A.E. Clark. « Children, Unhappiness and Family Finances : Evidence from One Million Europeans ». National Bureau of Economic Research Working Paper 25597 (2019). <http://www.nber.org/papers/w25597>.
- Bockel, O. et T. Claret-Trentelivres. « Pour un renouveau démographique : la stratégie du troisième enfant ». Fondation Res Publica, 2025. <https://fondation-res-publica.org/2025/11/24/pour-un-renouveau-demographique-la-strategie-du-troisieme-enfant/>.
- Boucher, G. « Le revenu d'emploi des parents est-il affecté par la naissance d'un enfant? ». *Observatoire québécois des inégalités*, 17 novembre 2023. <https://observatoiredesinegalites.com/le-revenu-demploi-des-parents-est-il-affecte-par-la-naissance-dun-enfant/>.
- Bricker, D. et J. Ibbitson. *Empty Planet : The Shock of Global Population Decline*. Crown, 2019.
- Brousseau-Pouliot, V. « Le meilleur marché du travail au monde pour les femmes est-il au Québec? ». *La Presse*, 3 avril 2021. <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/2021-04-03/decryptage/le-meilleur-marche-du-travail-au-monde-pour-les-femmes-est-il-au-quebec.php>.
- Brown Calder, V. « Hungary's Fertility Outcomes Highlight Pro-Natal Policy Limitations ». American Enterprise Institute, 2025. <https://www.aei.org/op-eds/hungarys-fertility-outcomes-highlight-pro-natal-policy-limitations/>.
- Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques. « Allocation-famille ». <https://cffp.recherche.usherbrooke.ca/outils-ressources/guide-mesures-fiscales/allocation-famille/>.
- Clark, W. « Do women delay family formation in expensive housing markets? ». *Demographic Research* 27(1) (2012) : p. 1-24. <https://doi.org/10.4054/DemRes.2012.27.1>.
- Clavet, N.-J., P.-C. Michaud et J. Navaux. « Vieillesse de la population et finances publiques ». Chaire de recherche sur les enjeux économiques intergénérationnels, 2021. <https://creei.ca/wp-content/uploads/2021/09/note-analyse-2021-1.pdf>.
- DeRose, L. et L. Stone. « More Work, Fewer Babies : What Does Workism Have to Do with Falling Fertility? ». Institute for Family Studies et Social Trends Institute, 2021. <https://ifstudies.org/ifs-admin/resources/reports/ifs-workismreport-final-031721.pdf>.
- Dinan, S. et S. Mathieu. « Le Québec, paradis des familles ... vraiment? ». *Options Politiques*, 31 mars 2025. <https://policyoptions.irpp.org/fr/2025/03/quebec-paradis-familles/>.
- Duclos, E., P. Lefebvre et P. Merrigan. « A 'Natural Experiment' on the Economics of Storks : Evidence on the Impact of Differential Family Policy on Fertility Rates in Canada ». Cahiers de recherche CREFE 136, Université du Québec à Montréal. 2001.

- Duncan, K.A., K. Frank et A. Guèvremont. « Estimer les dépenses liées aux enfants effectuées par les familles au Canada, 2014 à 2017 ». Statistique Canada, 2023. <https://www.doi.org/10.25318/11f0019m2023007-fra>.
- Ehrlich, P.R. *The Population Bomb*. Ballantine Books. 1969.
- Emerson, P., S. Knabb et A.-I. Sirbu. « Does the old-age dependency ratio place a drag on secular growth? ». *Economic Analysis and Policy* 82 (2024) : p. 1056-1070.
- Filion, G. « La politique de natalité de la CAQ serait-elle efficace? ». *Radio Canada*, 28 novembre 2017. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1069970/politique-natalite-caq-efficace-demographie-gerald-fillion>.
- Fostik, A. et N. Galbraith. « Changements dans les intentions d’avoir des enfants en réponse à la pandémie de COVID-19 ». Statistique Canada, 2021. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2021001/article/00041-fra.htm>.
- Institut de la statistique du Québec. *Estimations de la population selon le groupe d’âge, Canada et provinces, 1<sup>er</sup> juillet 2001 à 2025*. Données mises à jour le 24 septembre 2025. [https://statistique.quebec.ca/fr/document/population-et-structure-par-age-et-sexe-le-quebec/tableau/population-par-groupe-dage-canada-et-regions#tri\\_pivot\\_an=2025&tri\\_indic=2407](https://statistique.quebec.ca/fr/document/population-et-structure-par-age-et-sexe-le-quebec/tableau/population-par-groupe-dage-canada-et-regions#tri_pivot_an=2025&tri_indic=2407).
- Institut de la statistique du Québec. *Immigrants selon le groupe d’âge et le genre, Québec, 2001-2002 à 2024-2025*. Données mises à jour le 24 septembre 2025. <https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/4583>.
- Institut de la statistique du Québec. *Le bilan démographique du Québec édition 2025*. 2025. <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/bilan-demographique-quebec-edition-2025.pdf>.
- Institut de la statistique du Québec. *Naissances, taux de fécondité selon le groupe d’âge de la mère, indice synthétique de fécondité et âge moyen à la maternité, selon le rang de naissance, Québec, 1975-2024*. Données mises à jour le 17 septembre 2025. <https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/naissances-taux-de-fecondite-selon-le-groupe-dage-de-la-mere-indice-syntheitique-de-fecondite-et-age-moyen-a-la-maternite-selon-le-rang-de-naissance-quebec>.
- Institut de la statistique du Québec. *Naissances et fécondité*. Données mises à jour le 8 mai 2025. <https://statistique.quebec.ca/fr/produit/publication/naissances-fecondite-bilan-demographique>.
- Institut de la statistique du Québec. *Population et composantes de l’accroissement démographique, par année, Québec, 1972-2025*. Données mises à jour le 26 janvier 2026. <https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/population-composantes-accroissement-demographique-quebec>.
- Institut de la statistique du Québec. *Situation dans les familles et les ménages privés*. Données mises à jour le 10 juin 2024. <https://statistique.quebec.ca/vitrine/15-29-ans/theme/demographie/situation-familles-menages-privés>.
- Institut de la statistique du Québec. *Situation de couple au Québec*. Données mises à jour le 28 mars 2023. <https://statistique.quebec.ca/fr/document/situation-de-couple-au-quebec>.
- Institut de la statistique du Québec. *Taux de fécondité selon le groupe d’âge de la mère, indice synthétique de fécondité et âge moyen à la maternité, Québec, 1951-2024*. Données mises à jour le 17 septembre 2025. <https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/taux-de-fecondite-selon-le-groupe-dage-de-la-mere-indice-syntheitique-de-fecondite-et-age-moyen-a-la-maternite-quebec>.
- Kim, Y.A. « Lifetime impact of cash transfer on fertility ». *Canadian Studies in Population* 41(1-2) (2014) : p. 97-110. <https://doi.org/10.25336/P64S52>.
- Labrèche, A. « Les taux de natalité sont en chute libre. Est-ce la faute des femmes? ». *Radio-Canada*, 7 juin 2025. <https://ici.radio-canada.ca/info/long-format/2170214/taux-natalite-fecondite-chute-baisse>.
- Laplante, B. « Policy and Fertility, a Case Study of the Quebec Parental Insurance Plan ». *Population Research and Policy Review* 43(39) (2024). <https://doi.org/10.1007/s11113-024-09859-6>.
- Laroque, G. et B. Salanié. « Identifying the Response of Fertility to Financial Incentives ». *Journal of Applied Econometrics* 29(2) (2014) : p. 314-332. <https://doi.org/10.1002/jae.2332>.
- Lopoo, L. « How to Make American Babies Again ». *Wall Street Journal*, 29 avril 2025. <https://www.wsj.com/opinion/how-to-make-american-babies-again-pronatalist-policy-41e88053>.
- Luci-Greulich, A. et O. Thévenon. « The Impact of Family Policies on Fertility Trends in Developed Countries ». *European Journal of Population* 29 (2013) : p. 387-416. <https://doi.org/10.1007/s10680-013-9295-4>.

- Malak, N., M. Rahman et T. Yip. « Baby Bonus, Anyone? Examining Heterogeneous Responses to a Pro-Natalist Policy ». *Journal of Population Economics* 32 (2019) : p. 1205-1246. <https://doi.org/10.1007/s00148-019-00731-y>.
- McLaren Jr., R.A., F.E. Trejo, M.J. Blitz et al. « COVID-related “lockdowns” and birth rates in New York ». *American Journal of Obstetrics & Gynecology MFM* 3(6), 100476. <https://doi.org/10.1016/j.ajogmf.2021.100476>.
- Milligan, K. « Quebec’s Baby Bonus : Can Public Policy Raise Fertility? ». Institut C.D. Howe, 2002. [https://cdhowe.org/wp-content/uploads/2024/04/milligan\\_background.pdf](https://cdhowe.org/wp-content/uploads/2024/04/milligan_background.pdf).
- Mitchell, P.J. « Envisioning a Federal Family-Formation Policy Framework for Canada : Increasing Opportunity for Partnership and Raising Children ». Cardus, 2023. <https://www.cardus.ca/research/family/reports/envisioning-a-federal-family-formation-policy-framework-for-canada/>.
- Population Calculator. <https://ile.github.io/population-calculator/>.
- Québec, ministère de la Famille. *Statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l’enfance*. Données mises à jour le 31 décembre 2025. <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques>.
- Québec, ministère de la Famille. « Les jeunes Québécoises et les jeunes Québécois veulent-ils (encore) avoir des enfants ? ». *Bulletin Quelle famille ?* 9(2) (2022). [https://bibliotheque.cecile-rouleau.gouv.qc.ca/notice?id=p%3A%3Ausmarcdef\\_0001288418&locale=fr](https://bibliotheque.cecile-rouleau.gouv.qc.ca/notice?id=p%3A%3Ausmarcdef_0001288418&locale=fr).
- Québec, Office québécois de la langue française. *Rapport sur l’évolution de la situation linguistique au Québec*. 2024. <https://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/sociolinguistique/2024/rapport-evolution-situation-linguistique.pdf>.
- Sobotka, T., A. Matysiak et Z. Brzozowska. « Policy Responses to Low Fertility : How Effective Are They? ». United Nations Populations Fund, 2019. <https://www.unfpa.org/publications/policy-responses-low-fertility-how-effective-are-they>.
- Sobotka, T., V. Skirbekk et D. Philipov. « Economic Recession and Fertility in the Developed World ». *Population and Development Review* 37(2) (2011) : p. 267-306. <https://doi.org/10.1111/j.1728-4457.2011.00411.x>.
- Statistique Canada. *Le taux d’emploi est le plus élevé chez les femmes du principal groupe d’âge actif au Québec en février 2024*. Données mises à jour le 8 mars 2024. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/240308/g-a001-fra.htm>.
- Statistique Canada. *Projections démographiques pour le Canada (2025 à 2075), les provinces et les territoires (2025 à 2050)*. 2026. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/17-20-0003/172000032026001-fra.htm>.
- Statistique Canada. Tableau 98-10-0137-01. *Situation dans la famille de recensement et dans le ménage, présence d’un parent dans le ménage, groupe d’âge et genre : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement*. Données diffusées le 13 juillet 2022. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=9810013701>.
- Statistique Canada. Tableau 98-10-0384-01. *Plus haut niveau de scolarité, selon l’année de recensement : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement*. Données diffusées le 9 décembre 2022. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=9810038401>.
- Stone, L. « A Family Friendly Pronatalism ». Institute for Family Studies, 2024. <https://ifstudies.org/blog/a-family-friendly-pronatalism>.
- Stone, L. « Expand the Child Tax Credit ». Institute for Family Studies, 2025. <https://ifstudies.org/report-brief/expand-the-child-tax-credit>.
- Stone, L. « How to Reverse Population Decline : The Crowbar Model ». Institute for Family Studies, 2026. <https://ifstudies.org/blog/how-to-reverse-population-decline-the-crowbar-model>.
- Stone, L. « La vacance des berceaux : Pourquoi la moitié des Canadiennes ont moins d’enfants qu’elles en voudraient ». Cardus, 2025. <https://www.cardus.ca/research/family/reports/la-vacance-des-berceaux>.
- Stone, L. « Why A Child Allowance Is Preferable To Subsidized Child Care ». Institute for Family Studies, 2020. <https://ifstudies.org/blog/why-a-child-allowance-is-preferable-to-subsidized-child-care>.
- Twenge, J.M. et H. Park. « The Decline in Adult Activities Among U.S. Adolescents, 1976–2016 ». *Child Development* 90(2) (2019) : p. 638-654. <https://doi.org/10.1111/cdev.12930>.

- Twenge, J.M., J. Erickson, W. Wang et B. Wilcox. « In Pursuit : Marriage, Motherhood, And Women's Well-Being ». Institute for Family Studies, 2025. <https://ifstudies.org/report-brief/in-pursuit-marriage-motherhood-and-womens-well-being>.
- Wilcox, B. « Get Married Young ». *Compact*, 11 février 2026. <https://www.compactmag.com/article/get-married-young/>.
- Wilcox, B. et W. Wang. « Who Is Happiest? Married Mothers and Fathers, Per The Latest General Social Survey ». Institute for Family Studies, 2023. <https://ifstudies.org/blog/who-is-happiest-married-mothers-and-fathers-per-the-latest-general-social-survey>.



**CARDUS**

L'imagination au service d'une société épanouie



Decouvrez notre travail à  
[cardus.ca/research](https://cardus.ca/research)